SENATE SÉNAT

CANADA

First Session
Forty-second Parliament, 2015-16-17-18

Première session de la
quarante-deuxième législature, 2015-2016-2017-2018

Proceedings of the Special Senate Committee on the

ARCTIC

Chair:
The Honourable CHARLIE WATT

Monday, February 26, 2018

Issue No. 3

Third meeting:

Consider the significant and rapid changes to the Arctic, and impacts on original inhabitants

WITNESSES:
(*See back cover*)

Délibérations du Comité sénatorial spécial sur l'

ARCTIQUE

Président :
L'honorable CHARLIE WATT

Le lundi 26 février 2018

Fascicule nº 3

Troisième réunion :

Examiner les changements importants et rapides qui se produisent dans l'Arctique et les effets de ces changements sur les premiers habitants

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

53837

SPECIAL SENATE COMMITTEE ON THE ARCTIC

The Honourable Charlie Watt, *Chair*

The Honourable Dennis Glen Patterson, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Bovey
Coyle
* Day
(or Mercer)
Eaton
Galvez
* Harder, P.C.
(or Bellemare)
(or Mitchell)
Neufeld
Oh
Pate
* Smith
(or Martin)
* Woo
(or Saint-Germain)

*Ex officio members

(Quorum 4)

Changes in membership of the committee:

Pursuant to rule 12-5 and to the order of the Senate of November 7, 2017, membership of the committee was amended as follows:

The Honourable Senator Coyle replaced the Honourable Senator McPhedran (*February 13, 2018*).

The Honourable Senator Galvez replaced the Honourable Senator Gold (*February 13, 2018*).

COMITÉ SÉNATORIAL SPÉCIAL SUR L'ARCTIQUE

Président : L'honorable Charlie Watt

Vice-président : L'honorable Dennis Glen Patterson

et

Les honorables sénateurs :

Bovey
Coyle
* Day
(ou Mercer)
Eaton
Galvez
* Harder, C.P.
(ou Bellemare)
(ou Mitchell)
Neufeld
Oh
Pate
* Smith
(ou Martin)
* Woo
(ou Saint-Germain)

* Membres d'office

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité :

Conformément à l'article 12-5 du Règlement et à l'ordre adopté par le Sénat le 7 novembre 2017, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

L'honorable sénatrice Coyle a remplacé l'honorable sénatrice McPhedran (*le 13 février 2018*).

L'honorable sénatrice Galvez a remplacé l'honorable sénateur Gold (*le 13 février 2018*).

Published by the Senate of Canada
Available on the Internet: http://www.parl.gc.ca

Publié par le Sénat du Canada
Disponible sur internet : http://www.parl.gc.ca

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Monday, February 26, 2018
(4)

[*Translation*]

The Special Senate Committee on the Arctic met this day at 6:30 p.m., in room 160-S, Centre Block, the deputy chair, the Honourable Dennis Glen Patterson, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Bovey, Coyle, Galvez, Neufeld, Oh, Pate and Patterson (7).

In attendance: Sara Fryer and Thai Nguyen, analysts, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament; Marcy Galipeau, Chief, Strategic Communications, Communications Directorate.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Wednesday, September 27, 2017, the committee continued its study on the significant and rapid changes to the Arctic, and impacts on original inhabitants. (*For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 1.*)

WITNESSES:

Government of Northwest Territories:

The Honourable Bob McLeod, Premier of the Northwest Territories (by video conference).

Government of Nunavut:

The Honourable Paul Aarulaaq Quassa, Premier of Nunavut;

Virginia Mearns, Associate Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs.

Premier McLeod made a presentation and answered questions.

At 7:27 p.m., the committee suspended.

At 7:30 p.m., the committee resumed.

Premier Quassa made a presentation and, together with Ms. Mearns, answered questions.

At 8:34 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

OTTAWA, le lundi 26 février 2018
(4)

[*Français*]

Le Comité sénatorial spécial sur l'Arctique se réunit aujourd'hui, à 18 h 30, dans la pièce 160-S de l'édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable Dennis Glen Patterson (*vice-président*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Bovey, Coyle, Galvez, Neufeld, Oh, Pate et Patterson (7).

Également présents : Sara Fryer et Thai Nguyen, analystes, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement; Marcy Galipeau, chef, Communications stratégiques, Direction des communications.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le mercredi 27 septembre 2017, le comité poursuit son étude sur les changements importants et rapides qui se produisent dans l'Arctique et les effets de ces changements sur les premiers habitants. (*Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule nº 1 des délibérations du comité.*)

TÉMOINS :

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest :

L'honorable Bob McLeod, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest (par vidéoconférence).

Gouvernement du Nunavut :

L'honorable Paul Aarulaaq Quassa, premier ministre du Nunavut;

Virginia Mearns, sous-ministre déléguée, Affaires intergouvernementales et exécutives.

Le premier ministre McLeod fait une déclaration et répond aux questions.

À 19 h 27, la séance est suspendue.

À 19 h 30, la séance reprend.

Le premier ministre Quassa fait une déclaration et, avec Mme Mearns, répond aux questions.

À 20 h 34, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

La greffière du comité,

Maxime Fortin

Clerk of the Committee

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, February 26, 2018

The Special Senate Committee on the Arctic met this day at 6:30 p.m. to consider the significant and rapid changes to the Arctic, and impacts on original inhabitants.

Senator Dennis Glen Patterson (*Deputy Chair*) in the chair.

[*English*]

[*Editor's Note: Some evidence was presented through an Inuktitut interpreter.*]

The Deputy Chair: Good evening, ladies and gentlemen. Welcome to this meeting of the Special Senate Committee on the Arctic. My name is Dennis Patterson. I'm senator for Nunavut, and I'm privileged to be the deputy chair of this committee. I wish to welcome everyone with us in the room and viewers across the country who may be watching on television or online. As a reminder to those watching, these committee hearings, are open to the public and also available online on the Senate website at sencanada.ca.

I would like to welcome Senator Coyle as a new member of this committee and ask the senators around the table to introduce themselves, beginning with Senator Coyle.

Senator Coyle: Hello, I'm Senator Mary Coyle from Nova Scotia.

Senator Oh: Senator Oh from Ontario.

Senator Neufeld: Senator Richard Neufeld, British Columbia.

Senator Bovey: Senator Pat Bovey from Manitoba.

Senator Galvez: Senator Rosa Galvez from Quebec.

The Deputy Chair: Colleagues, in September, the Senate appointed this Special Senate Committee on the Arctic, with the mandate to consider the significant and rapid changes to the Arctic and impact on the original inhabitants. This is our second of a few meetings organized to give us some background on important Arctic issues.

Tonight, I am pleased to welcome, by video conference from Yellowknife, the Honourable Bob McLeod, Premier of the Northwest Territories.

Thank you for joining us, Premier McLeod. Please proceed with your opening statement, after which we will go to a question and answer session. We would ask you to please have

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 26 février 2018

Le Comité sénatorial spécial sur l'Arctique se réunit aujourd'hui, à 18 h 30, pour examiner les changements importants et rapides qui se produisent dans l'Arctique et les effets de ces changements sur les premiers habitants.

Le sénateur Dennis Glen Patterson (vice-président) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

[*Note de la rédaction : Les interventions en inuktitut sont interprétées en anglais.*]

Le vice-président : Bonsoir, mesdames et messieurs. Bienvenue à la réunion du Comité sénatorial spécial sur l'Arctique. Je suis Dennis Patterson. Je suis un sénateur du Nunavut, et j'ai le privilège d'être vice-président de ce comité. Je souhaite la bienvenue à tous les gens présents dans la salle et aux auditeurs de partout au pays qui suivent nos délibérations à la télévision ou en ligne. Je rappelle aux auditeurs que ces séances du comité sont ouvertes au public et sont accessibles en ligne sur le site web du Sénat, au sencanada.ca.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à la sénatrice Coyle en tant que nouveau membre du comité et demander aux sénateurs autour de la table de se présenter, en commençant avec la sénatrice Coyle.

La sénatrice Coyle : Bonjour, je suis la sénatrice Mary Coyle, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Oh : Sénateur Oh, de l'Ontario.

Le sénateur Neufeld : Sénateur Richard Neufeld, de la Colombie-Britannique.

La sénatrice Bovey : Sénatrice Pat Bovey, du Manitoba.

La sénatrice Galvez : Sénatrice Rosa Galvez, du Québec.

Le vice-président : Chers collègues, en septembre, le Sénat a institué ce Comité sénatorial spécial sur l'Arctique dont le mandat est d'examiner les changements importants et rapides qui se produisent dans l'Arctique et les effets de ces changements sur les premiers habitants. C'est notre deuxième réunion de quelques audiences que nous tiendrons pour recueillir des renseignements généraux sur les enjeux touchant l'Arctique.

Ce soir, j'ai le plaisir d'accueillir parmi nous, par vidéoconférence de Yellowknife, l'honorable Bob McLeod, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest.

Merci de vous joindre à nous, monsieur le premier ministre McLeod. Veuillez faire votre déclaration liminaire, après quoi nous passerons à la période des questions. Nous vous demandons

in mind the French interpretation that will be going on simultaneously

Premier McLeod.

Hon. Bob McLeod, Premier of the Northwest Territories, Government of the Northwest Territories: Thank you, Senator Patterson. I'm very pleased to appear in front of the Arctic Committee, and I'm also pleased to see a few colleagues and friends from my previous and current work. Thank you for inviting me to appear before you today. I'm pleased to be able to share the Northwest Territories perspective on the Arctic and some of the priorities of our government. Our government wants to create a good, sustainable future for the people of the Northwest Territories. In our view, that has to be built on a foundation of a strong, diversified economy that provides residents with the jobs and economic opportunities they must have to support themselves and their families. It will also be built on the recognition that northerners need to be the ones making decisions about the future of the North. It's our hope that the Government of Canada understands and shares the priorities of northerners and will be a partner with us in the transformative social and economic development of the North. For decades, the source of the Northwest Territories wealth and opportunities for its residents has been the responsible development of its natural resources. We expect it will continue to be a major part of our economy, but we know that growing and diversifying our economy is essential to our long-term future and to providing our residents, particularly in our communities and regions outside of Yellowknife, with good middle class jobs and incomes. This is a priority for our government, but one that cannot be met without some changes and support from Canada.

Canada's policies and the decisions it makes based on them, particularly around resource development and environmental protection, can have significant ramifications for the North and Northern economies. The same is true of Canada's spending decisions, including infrastructure investment and investment in other priority areas, like housing and health care. Decisions that will affect the North must be made by northerners, according to our own priorities and needs.

We hope the federal government is looking closely at how its decisions will affect Northwest Territories' residents and is taking Northern views and priorities into account. Part of this means making federal intentions toward the North clear. We need Canada to demonstrate it shares northerners' interest in a strong and diversified economy as the foundation for a

de garder à l'esprit que votre exposé sera interprété en français en simultané.

Monsieur le premier ministre McLeod.

L'honorable Bob McLeod, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest : Merci, sénateur Patterson. Je suis ravi de comparaître devant le comité sur l'Arctique, et je suis heureux de voir quelques collègues et amis que j'ai connus dans le cadre de mes fonctions précédentes et actuelles. Merci de m'avoir invité à comparaître devant vous aujourd'hui. Je suis heureux de pouvoir vous faire part du point de vue des Territoires du Nord-Ouest sur l'Arctique et de certaines priorités de notre gouvernement. Notre gouvernement veut créer un avenir durable et prometteur pour la population des Territoires du Nord-Ouest. À notre avis, cela doit reposer sur une économie forte et diversifiée qui offre aux résidants les emplois et les possibilités économiques dont ils ont besoin pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Cet avenir doit également être bâti sur la reconnaissance du fait que les résidants du Nord doivent être ceux qui prennent les décisions concernant l'avenir du Nord. Nous espérons que le gouvernement du Canada comprend et partage les priorités des résidants du Nord et qu'il sera notre partenaire pour un développement social et économique transformateur du Nord. Depuis des décennies, la source de richesse et de possibilités pour les résidants des Territoires du Nord-Ouest a été le développement responsable de ses ressources naturelles. Nous nous attendons à ce qu'il continue de représenter une part importante de notre économie, mais nous savons que la croissance et la diversification de notre économie sont essentielles à notre avenir à long terme et pour fournir à nos résidants, en particulier dans nos collectivités et régions à l'extérieur de Yellowknife, de bons emplois et des revenus de classe moyenne. C'est une priorité de notre gouvernement, mais qui ne peut être atteinte sans quelques changements et le soutien du Canada.

Les politiques du Canada et les décisions prises en fonction de ces politiques, particulièrement en ce qui a trait à la mise en valeur des ressources et la protection de l'environnement, peuvent avoir des conséquences importantes pour le Nord et les économies du Nord. Il en va de même des décisions en matière de dépenses du Canada, y compris les investissements dans les infrastructures et dans d'autres secteurs prioritaires comme le logement et les soins de santé. Les décisions qui auront une incidence sur le Nord doivent être prises par les résidants du Nord en fonction de nos propres priorités et besoins.

Nous espérons que le gouvernement fédéral examine de près la façon dont ses décisions auront une incidence sur les résidants des Territoires du Nord-Ouest et qu'il tient compte des points de vue et des priorités du Nord. Cela signifie en partie que les intentions fédérales envers le Nord doivent être clarifiées. Nous avons besoin que le Canada démontre qu'il partage l'intérêt des résidants du Nord pour une économie forte et diversifiée comme

sustainable North with a clear plan and financial commitments moving forward.

In the Northwest Territories, we are committed to upholding Indigenous and treaty rights and have been involved in the negotiations and settling of multiple land, resources and self-government agreements over the past 30 years. This commitment makes our territory a national leader and example of how real partnerships of regional and community Indigenous governments, based on mutual respect and recognition, can lead to increased political self-determination and economic participation for the North's Indigenous peoples. We have taken great strides toward political self-determination in the past four decades, with a number of land, resources and self-government agreements having been settled and more in active negotiations.

Currently, the majority of the members of our legislative assembly, including five of seven cabinet ministers, are Indigenous, as am I. The fact is Indigenous leaders are the decision makers in the Northwest Territories, both in the public government of the Northwest Territories and in regional and community Indigenous governments. We are setting public policies and creating programs and services that are informed by our own experiences and priorities as Indigenous people. We are not on the outside looking in, and we think Canada needs to keep that in mind as they look at their policies and decisions for the North.

There is a lot of talk in Canada about reconciliation with Indigenous people right now, about how Canada has to do better for Indigenous people. I welcome that, as do the people of our territory, and I am encouraged by the Prime Minister's recent announcement to create an Indigenous rights recognition framework that will help create certainty for all of Canada's Indigenous peoples. I do hope, though, that this framework accounts for and respects the diversity of Indigenous experience across this country. It must, for instance, recognize that the Northwest Territories is not Southern Canada, that we do not experience the same reserve structure they do and that Indigenous and non-Indigenous people live and work together in the same communities, receiving programs and services from the same public government.

Canada's new framework must also respect the fact that the Northwest Territories has been working on the issue of reconciliation and Indigenous governance for decades. We have been negotiating land claims in this territory since the 1980s and have settled several of these modern treaties.

fondement d'un Nord durable, avec un plan et des engagements financiers clairs pour l'avenir.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, nous sommes déterminés à faire respecter les droits ancestraux et issus de traités des Autochtones et nous avons participé à la négociation et au règlement de multiples ententes sur les terres, les ressources et l'autonomie gouvernementale au cours des 30 dernières années. Cet engagement fait de notre territoire un chef de file national et un exemple de la façon dont un véritable partenariat avec les gouvernements autochtones régionaux et communautaires fondé sur le respect et la reconnaissance mutuels peut mener à une plus grande autodétermination politique et à une participation économique accrue des peuples autochtones du Nord. Nous avons fait de grands pas vers l'autodétermination politique au cours des quatre dernières décennies, grâce à de nombreuses ententes sur les terres, les ressources et l'autonomie gouvernementale ayant été conclues, et ce, davantage dans le cadre de négociations actives.

À l'heure actuelle, la majorité des députés de notre assemblée législative, dont cinq des sept ministres du Cabinet, sont autochtones, tout comme moi. Le fait est que les dirigeants autochtones sont les décideurs dans les Territoires du Nord-Ouest, tant au sein du gouvernement public des Territoires du Nord-Ouest que dans les gouvernements autochtones régionaux et communautaires. Nous élaborons des politiques publiques et créons des programmes et des services qui s'inspirent de nos propres expériences et priorités en tant qu'Autochtones. Nous ne jouons pas un rôle de spectateur, et nous pensons que le Canada doit garder cela à l'esprit lorsqu'il examine ses politiques et ses décisions pour le Nord.

On parle beaucoup au Canada de la réconciliation avec les peuples autochtones en ce moment, de la façon dont le Canada doit faire mieux pour les peuples autochtones. Je m'en réjouis, tout comme la population de notre territoire, et je suis encouragé par l'annonce récente du premier ministre de créer un cadre de reconnaissance des droits autochtones qui aidera à instaurer un climat de certitude pour tous les peuples autochtones du Canada. J'espère toutefois que ce cadre tiendra compte de la diversité de l'expérience autochtone au pays et qu'elle sera respectée. Il doit, par exemple, reconnaître que les Territoires du Nord-Ouest ne sont pas situés dans le Sud du Canada, que nous ne connaissons pas la même structure de réserve qu'au sud et qu'ici, les Autochtones et les non-Autochtones vivent et travaillent ensemble dans les mêmes collectivités, recevant des programmes et des services du même gouvernement public.

Le nouveau cadre canadien doit également respecter le fait que les Territoires du Nord-Ouest travaillent depuis des décennies sur la question de la réconciliation et de la gouvernance autochtone. Nous avons négocié des revendications territoriales dans ce territoire depuis les années 1980 et avons conclu plusieurs de ces traités modernes.

Over the years, these negotiated agreements have led to the establishment of several governance and administrative structures that ensure Indigenous people have an opportunity to exercise their inherent rights and participate in decision-making on matters they have identified as important.

I have said elsewhere that political self-determination requires economic self-determination, and that is one of the reasons why I feel it is so important to keep economic development in the North on the national agenda. A strong, thriving economy in the Northwest Territories is a crucial part of a successful model for Indigenous reconciliation that could serve as a guide for the rest of the country.

The Northwest Territories deserves an equitable opportunity to be valued participants in the Canadian economy, and our people deserve the opportunity to achieve economic self-determination.

In the North, resource development has been the heart of our economy for decades. It has created jobs and economic opportunities that benefit Indigenous and non-Indigenous residents, governments and businesses. When our government negotiated the devolution of public lands and resources from Canada, we made a point of including all Indigenous governments that wanted to be signatories as parties to that agreement. We also made a commitment to share up to 25 per cent of our share of resource royalty revenues with those Indigenous governments, without strings, to make sure they and their people were receiving the benefits of development in our territory.

Since devolution took effect in 2014, we have shared over $20 million with our Indigenous-government partners. We want to keep our economy strong so we can continue to generate and share that kind of prosperity. In the Northwest Territories, we have all the ingredients for strong economic growth, including abundant natural resources and significant participation and support for economic development from Indigenous-owned businesses and governments. We expect resource development will continue to be a major part of the Northern economy, but we also know we can't take it for granted and that we need to grow and diversify the territorial economy.

All three Northern territories face similar issues, including our reliance on responsible resource development to maintain our economies. We are united in finding a way to ensure a healthy economy for future generations. We are in strong agreement that decisions about the North and its future should be made by northerners. Last August, we issued a Pan-Territorial Vision for

Au fil des ans, ces ententes négociées ont mené à la création de plusieurs structures de gouvernance et d'administration qui garantissent que les peuples autochtones puissent exercer leurs droits inhérents et participer à la prise de décisions sur des questions qu'ils jugent importantes pour eux.

J'ai déjà mentionné que l'autodétermination politique exige une autodétermination économique, et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'estime qu'il est si important de maintenir le développement économique dans le Nord à l'ordre du jour national. Une économie vigoureuse et prospère dans les Territoires du Nord-Ouest est un élément crucial d'un modèle réussi de réconciliation autochtone qui pourrait servir de guide pour le reste du pays.

Les Territoires du Nord-Ouest méritent une chance équitable d'être des participants appréciés de l'économie canadienne, et notre peuple mérite la possibilité de parvenir à l'autodétermination économique.

Dans le Nord, l'exploitation des ressources est au cœur de notre économie depuis des décennies. Cela a créé des emplois et des débouchés économiques qui profitent aux résidants, aux gouvernements et aux entreprises autochtones et non autochtones. Lorsque notre gouvernement a négocié le transfert des responsabilités des terres et des ressources publiques du Canada, nous avons tenu à inclure tous les gouvernements autochtones qui voulaient être signataires de l'accord. Nous nous sommes également engagés à partager jusqu'à 25 p. 100 de notre part des revenus tirés des redevances sur les ressources naturelles avec ces gouvernements autochtones, sans condition, pour nous assurer qu'eux et leur population tirent profit du développement de notre territoire.

Depuis l'entrée en vigueur du transfert des responsabilités en 2014, nous avons partagé plus de 20 millions de dollars avec nos partenaires gouvernementaux autochtones. Nous voulons maintenir la vigueur de notre économie pour continuer à générer et à partager ce genre de prospérité. Dans les Territoires du Nord-Ouest, nous avons tous les ingrédients d'une forte croissance économique, y compris des ressources naturelles abondantes, ainsi qu'une participation et un soutien importants au développement économique de la part des entreprises et des gouvernements autochtones. Nous nous attendons à ce que la mise en valeur des ressources continue de jouer un rôle important dans l'économie du Nord, mais nous savons aussi que nous ne pouvons pas tenir cela pour acquis et qu'il faut accroître et diversifier l'économie territoriale.

Les trois territoires du Nord font face à des problèmes semblables, y compris notre dépendance à l'égard de la mise en valeur responsable des ressources pour le maintien de nos économies. Nous sommes unis pour trouver un moyen d'assurer une économie saine pour les générations futures et nous sommes fermement d'accord pour dire que les décisions concernant le Nord et son avenir devraient être prises par les résidants du

Sustainable Development, which I have shared with your clerk for distribution.

This vision must form the basis for decision-making about the North, and we are united in hoping that Canada will incorporate it into its own thinking and policies. Specifically, it needs to be a key element in the emerging Arctic Policy Framework currently under development.

We will need more than policies to transform the North. Policies are about principles and intentions; they are not about actions. Transforming the North into a thriving, sustainable part of Confederation will take concrete action and investment.

With limited infrastructure, long distances, harsh climates and climate change, economic development in the North can be significantly more difficult than in other parts of the country. Other countries recognize the challenges of developing the Arctic and have clear plans for steps they will take and money they will invest. Canada needs a similar plan, with similar ambitions and clear commitments.

Effective planning takes time, and so it is imperative that developing a plan for our territory be a priority for Canada.

I'd like to thank you again for inviting me to speak to you this afternoon. I'm optimistic that opportunities like this will help to guide the Northwest Territories as we work to achieve our vision for a strong, sustainable North that all Canadians can be proud of. Thank you.

The Deputy Chair: Thank you, Mr. Premier. Now questions from senators, beginning with Senator Neufeld.

Senator Neufeld: Premier McLeod, good to see you again, even though it's by video conference. Always good to listen to how you are constantly talking about what is the best for the part of Canada you live in, the Northwest Territories. I respect you very much for that.

First off, you had devolution. I'm sure people in the Northwest Territories thought they would have some input in decisions that are made around resource development, if not the full decisions, at least be part of the discussion. I wonder if you could tell us what kind of oil and gas is anticipated to be there in the Northwest Territories that could be accessed, and how many jobs that would create or benefits for the Northwest Territories.

Nord. En août dernier, nous avons publié une vision panterritoriale pour le développement durable que j'ai communiquée à votre greffier pour distribution.

Cette vision doit servir de fondement à la prise de décisions sur le Nord et nous sommes unis dans l'espoir que le Canada l'intégrera à ses propres réflexions et politiques. Plus précisément, elle doit être un élément clé du nouveau Cadre stratégique pour l'Arctique qui est en ce moment en cours d'élaboration.

Il nous faudra cependant plus que des politiques pour transformer le Nord. Les politiques portent sur les principes et les intentions, elles ne concernent pas les actions. Transformer le Nord en un élément prospère et durable de la Confédération exigera des mesures concrètes et des investissements.

Avec une infrastructure limitée, de longues distances et des climats rigoureux, le développement économique dans le Nord peut s'avérer beaucoup plus difficile que dans d'autres régions du pays. D'autres pays reconnaissent les défis que pose le développement de l'Arctique et ont des plans clairs pour les mesures qu'ils prendront et l'argent qu'ils investiront. Le Canada a besoin d'un plan semblable avec des ambitions semblables et des engagements clairs.

Une planification efficace prend du temps et il est donc impératif que l'élaboration d'un plan pour notre territoire soit une priorité pour le Canada.

Je vous remercie encore une fois de m'avoir invité à prendre la parole devant vous cet après-midi. Je suis persuadé que de telles possibilités aideront à guider les Territoires du Nord-Ouest dans la réalisation de notre vision d'un Nord fort et durable dont tous les Canadiens peuvent être fiers. Merci.

Le vice-président : Merci, monsieur le premier ministre. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs, en commençant avec le sénateur Neufeld.

Le sénateur Neufeld : Monsieur le premier ministre McLeod, nous sommes ravis de vous revoir, même si c'est par vidéoconférence. Je suis toujours content de vous entendre constamment parler de ce qui est dans l'intérêt de la région du Canada où vous habitez, les Territoires du Nord-Ouest. J'ai énormément de respect pour vous.

Tout d'abord, il y a eu le transfert des responsabilités. Je suis certain que les gens dans les Territoires du Nord-Ouest pensaient qu'ils auraient leur mot à dire dans les décisions qui sont prises entourant l'exploitation des ressources, voire qu'ils pourraient prendre eux-mêmes les décisions, à tout le moins dans le cadre de la discussion. J'aimerais que vous nous expliquiez le type d'exploitation pétrolière et gazière que nous pourrions envisager dans les Territoires du Nord-Ouest et que vous nous disiez le nombre d'emplois ou les avantages que ces activités pourraient générer pour les Territoires du Nord-Ouest.

And tell us a little about the consultation that took place between Prime Minister Trudeau and you when he decided to join with the U.S. and put a drilling ban on in the Northwest Territories. We have heard differing stories, but I'd like to hear it from you. You were the premier. You would have been the one, I would hope, that he talked to, but it would be interesting to find out what kind of discussions he had. Did they have consultation? Did they look at the science? Did they do all the things they promised to do in the Arctic strategy?

Mr. McLeod: Thank you, Senator Neufeld. Very good to see you again, although it's by video conference, as you say.

I'll start with oil and gas. You're very familiar with our part of the country. The Northwest Territories has always been seen as an oil-exporting territory. We have been exporting oil since before the Second World War; 1936, I believe, is when oil was discovered. There was a pipeline built to Whitehorse, and so we have been producing oil and gas since. But, as of December 21, 2017, we have gone for a year — now it's over a year — where we haven't produced one molecule of oil and gas in the Northwest Territories. That's very concerning because we saw it as a very important part of our future, that we were going to be the last frontier.

With regard to the moratorium on oil and gas in the Beaufort, I received a call two hours before the announcement was made that there would be an indefinite moratorium on oil and gas in the North, specifically in the Beaufort Sea. I said, "Well, if we're going to leave trillions of dollars of oil and gas underground, leave it in the ground — like several trillion dollars — we'd need something very big to replace it." There was no economic strategy. When they had the moratorium on fisheries in Newfoundland, the federal government was there with a $9 billion package. So the Prime Minister said we would have a clean growth job strategy. We had tourism, and we had fisheries. So that was very concerning. Only now we're working on the Arctic Policy Framework.

The Northwest Territories has three operating diamond mines. We export over $2 billion worth of diamonds every year. We expected oil and gas would exceed that tenfold. The Prime Minister has said the moratorium would be reviewed in five-year cycles, but then federal officials have been going around to all of the oil and gas companies that have leases and licences in the North. They are asking them, "What would it take for you to give up your leases and licences?" So we're very concerned about that.

Expliquez-nous brièvement les consultations qui ont eu lieu entre le premier ministre Trudeau et vous lorsqu'il a décidé d'emboîter le pas aux États-Unis et d'imposer une interdiction de forage dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons entendu plusieurs versions, mais j'aimerais entendre la vôtre. Vous êtes le premier ministre. J'espère que vous êtes celui avec qui il a discuté, mais il serait intéressant de connaître le genre de discussions qu'il a eues avec vous. Y a-t-il eu des consultations? A-t-on tenu compte des données scientifiques? Les promesses dans la stratégie sur l'Arctique ont-elles toutes été respectées?

M. McLeod : Merci, sénateur Neufeld. Nous sommes ravis de vous revoir, même si c'est par vidéoconférence, comme vous le dites.

Je vais commencer avec l'exploitation pétrolière et gazière. Vous connaissez très bien notre région du pays. Les Territoires du Nord-Ouest ont toujours été considérés comme étant un territoire exportateur de pétrole. Nous exportons le pétrole depuis la Seconde Guerre mondiale; si je ne m'abuse, la découverte de pétrole s'est faite en 1936. Un pipeline a été construit jusqu'à Whitehorse et, depuis, on produit du pétrole et du gaz. Depuis le 21 décembre 2017, nous n'avons produit aucune molécule de pétrole et de gaz dans les Territoires du Nord-Ouest — cela fait donc plus d'un an. C'est très inquiétant, car nous considérions cette production comme étant un aspect très important de notre avenir et nous pensions que nous serions les dernières terres vierges à être exploitées.

En ce qui concerne le moratoire sur l'exploitation du pétrole et du gaz dans la mer de Beaufort, j'ai reçu un appel deux heures avant que l'on annonce un moratoire d'une durée indéterminée sur l'exploitation pétrolière et gazière dans le Nord, et plus particulièrement dans la mer de Beaufort. J'ai dit : « Eh bien, si nous laissons des billions de dollars de pétrole et de gaz sous terre, alors laissons-les sous la terre — et c'est plusieurs billions de dollars —, mais nous aurons besoin d'un projet d'envergure pour les remplacer. » Il n'y avait pas de stratégie économique. Lorsque le moratoire sur les pêches a été imposé à Terre-Neuve, le gouvernement fédéral avait une enveloppe de 9 milliards de dollars. Le premier ministre a déclaré que nous aurions une stratégie relative à la croissance propre et à l'emploi. Nous avions le tourisme et les pêches. C'était donc très inquiétant. Ce n'est que maintenant que nous travaillons à l'élaboration du cadre stratégique pour l'Arctique.

Les Territoires du Nord-Ouest ont trois mines de diamants en exploitation. Nous exportons plus de 2 milliards de dollars de diamants chaque année. Nous nous attendions à ce que les exportations de pétrole et de gaz soient 10 fois plus élevées. Le premier ministre a dit que le moratoire ferait l'objet d'un examen tous les cinq ans, mais les fonctionnaires vont visiter toutes les sociétés minières et gazières qui ont des baux et des permis dans le Nord. Ils leur demandent ceci : « Que faudrait-il faire pour que vous renonciez à vos baux et à vos permis? » C'est donc très préoccupant pour nous.

We are looking at diversifying. We have to transform our economy, so that's what we're looking at.

Senator Neufeld: Thank you for that.

So you had a two-hour consultation. Well, it wouldn't be a two-hour consultation, probably a 15-minute phone call, two hours before he made the decision, and, on top of that, he has said that every five years there would be a review.

If, in the meantime, federal bureaucrats are going around to the oil companies that have leases asking them to give them up, I guess that tells you what the five-year thing is. It's really nothing about oil and gas drilling. Would you agree with me?

Also, there has been some discussion about drilling in the Beaufort. It has already taken place, I believe, and maybe you could enlighten the group as to what drilling has taken place in the Beaufort over time.

Mr. McLeod: There has been some significant drilling over the years. The Beaufort is all part of the Western Canada Sedimentary Basin that goes from B.C., Alberta and Saskatchewan all the way through Northwest Territories and right up into the Beaufort. In the 1970s, when the federal government was providing 10-cent dollars, there was a significant amount of exploration. There were significant numbers of wells drilled in the Beaufort and several significant discovery licences were issued, and now there was $2.6 billion that had been bid on for the deeper part of the Beaufort. We're not sure what is going to happen to that either.

Senator Neufeld: Thank you.

The Deputy Chair: Senator Neufeld, you mentioned the devolution agreement, and Premier McLeod, you deserve to be congratulated for that achievement. But devolution of federal responsibilities for natural resources in the NWT just related to the land. Was there a discussion of the offshore in the devolution agreement that was made in 2014? How has that been going?

Mr. McLeod: Well, there was a trigger in the devolution agreement that six months after implementation of devolution, which occurred April 1, 2014, we would start negotiations with the federal government, also including the Inuvialuit, who have a constitutionally protected land claim in the area.

So, we have been following up with the federal government on a regular basis but there have been no negotiations and we're expecting some indication with regard to whether they will

Nous cherchons à diversifier l'économie. Nous devons transformer notre économie et nous examinons les moyens d'y parvenir.

Le sénateur Neufeld : Merci de ces observations.

Vous avez donc tenu une consultation de deux heures. Eh bien, ce ne serait pas une consultation de 2 heures, mais probablement un appel téléphonique de 15 minutes, 2 heures après qu'il a pris la décision et, par ailleurs, il a dit qu'un examen serait effectué tous les 5 ans.

Si, entretemps, les fonctionnaires vont visiter les sociétés pétrolières pour leur demander de renoncer à leurs baux, cela en dit long sur le processus d'examen quinquennal. Le forage pétrolier et gazier n'est certainement pas dans les plans. N'êtes-vous pas d'accord avec moi?

De plus, il y a des discussions entourant le forage dans la mer de Beaufort. Je crois qu'il y a eu des activités de forage et peut-être que vous pourriez nous éclairer sur les activités qui ont eu lieu dans la mer de Beaufort au fil du temps.

M. McLeod : Il y a eu d'importantes activités de forage au fil du temps. La mer de Beaufort fait partie du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien qui part de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan et qui se rend jusque dans les Territoires du Nord-Ouest. Dans les années 1970, lorsque le gouvernement fédéral versait 10 cents par dollar, il y avait d'importantes activités de forage. De nombreux puits étaient forés dans la mer de Beaufort et de nombreuses attestations de découverte étaient émises, et maintenant, 2,6 milliards de dollars ont été versés pour exploiter la partie la plus profonde de la mer de Beaufort. Nous ne sommes pas certains si ces activités de forage auront lieu également.

Le sénateur Neufeld : Merci.

Le vice-président : Sénateur Neufeld, vous avez mentionné l'entente sur le transfert des responsabilités, et monsieur le premier ministre McLeod, vous méritez d'être félicité pour cette réalisation. Mais le transfert des responsabilités fédérales pour les ressources naturelles dans les Territoires du Nord-Ouest n'est lié qu'aux terres. A-t-on discuté des zones extracôtières dans l'entente sur le transfert des responsabilités qui a été conclue en 2014? Où en sont les choses à cet égard?

M. McLeod : Eh bien, l'accord de transfert des responsabilités comprend un mécanisme qui prévoyait, six mois après son entrée en vigueur, qui a eu lieu le 1er avril 2014, le commencement de négociations avec le gouvernement fédéral, ainsi que les Inuvialuits, qui ont un accord de revendication territoriale protégé par la Constitution dans la région.

Donc, nous faisons régulièrement un suivi auprès du gouvernement fédéral, mais il n'y a pas eu de négociations et nous attendons qu'on nous indique s'il y en aura. De plus, dans

proceed. Also, as part of the devolution agreement, there is a dispute resolution mechanism we are looking at to see whether that's something that we would have to take into consideration.

Senator Oh: Thank you, premier. It's always nice to see you in Ottawa on the screen.

I have a question for you. It could be a concern about sustainable economic growth in your region. I understand that your government has invested in a fibre-optic line to Inuvik, which I understand is one of two places in the entire world that is in the best position geographically for a satellite ground station. I have read that your government is hoping this will provide a new source of sustainable economic growth in the region.

I was concerned to read an article from February 22 that reported the potential users of the ground station were ready to pull their investment out of Canada due to a problem receiving their licence from Global Affairs Canada. Could you please tell us more about this and whether you feel the Northwest Territories' reputation as a place open for business to the high-tech sector can be salvaged?

Mr. McLeod: Thank you very much, Senator Oh. It's very good to see you.

This has tremendous potential for the Northwest Territories. We built a micro-fibre optic link. We spent $110 million to connect all of our communities up and down the Mackenzie Valley, and Inuvik has about five or six of these satellite tracking facilities placed there. We expect, probably, over the next few years to have 30 to 35 of those satellite tracking facilities.

We have taken a couple of trade missions to Europe to look at how they deal with satellites, and what they are telling us is that the more time you can communicate with rockets that launch satellites, the more successful it is. When we were in Kiruna, they told us when they launch a satellite, they can talk to it nine minutes an hour. If they are joined up with Inuvik, they can talk to the satellite for 30 minutes an hour, so it more than triples the chances of success.

We understand, from a recent report, there will be up to 4,000 satellites being launched into space in the next few years, so we think there is tremendous opportunity.

In the specific case you're referring to, one of the proponents installed several antennas and applied for a licence, and it took close to two years. I think that one was recently approved, so we're hoping the proponent who was threatening to pull out will stay.

le cadre de l'accord de transfert des responsabilités, nous nous penchons sur un mécanisme de règlement des différends pour déterminer si c'est une chose que nous devrions prendre en considération.

Le sénateur Oh : Merci, monsieur le premier ministre. Il est toujours agréable de vous voir sur l'écran à Ottawa.

J'ai une question pour vous. Cela pourrait nuire à la croissance économique durable dans votre région. J'ai cru comprendre que votre gouvernement a investi dans un câble à fibres optiques qui se rend jusqu'à Inuvik, qui est, je crois, un des deux meilleurs endroits au monde pour construire une station terrestre de télécommunication par satellite. J'ai lu que votre gouvernement espère obtenir ainsi une nouvelle source de croissance économique durable dans la région.

C'est avec inquiétude que j'ai lu dans un article du 22 février que les utilisateurs potentiels de la station terrestre étaient prêts à ne plus investir au Canada à cause d'un problème qui les empêche d'obtenir un permis d'Affaires mondiales Canada. Pouvez-vous nous donner de plus amples renseignements à ce sujet et nous dire si vous pensez que la réputation des Territoires du Nord-Ouest comme endroit ouvert aux affaires peut être restaurée?

M. McLeod : Merci beaucoup, sénateur Oh. Je suis très heureux de vous voir.

Ce projet a un énorme potentiel pour les Territoire du Nord-Ouest. Nous avons construit une liaison à microfibres optiques. Nous avons investi 110 millions de dollars pour relier toutes nos collectivités le long de la vallée du Mackenzie, et l'Inuvik possède environ cinq ou six de ces stations de surveillance par satellite. Nous nous attendons, selon toute vraisemblance, à en avoir entre 30 et 35 au cours des prochaines années.

Nous avons mené quelques missions en Europe pour voir comment les gens là-bas lancent des satellites, et ce qu'ils nous disent, c'est que le taux de réussite augmente avec la fréquence des communications avec les fusées de lancement de satellite. À Kiruna, on nous a dit que la communication est de neuf minutes l'heure lors du lancement d'un satellite. Avec la participation d'Inuvik, ce chiffre passerait à 30 minutes l'heure, ce qui permet donc de tripler les chances de réussite.

D'après un rapport récent, jusqu'à 4 000 satellites seront lancés dans l'espace au cours des prochaines années. Nous pensons donc que c'est une occasion extraordinaire.

Dans la situation dont vous parlez, l'un des promoteurs a installé plusieurs antennes et demandé un permis, et il a dû attendre deux ans. Je pense que sa demande a été approuvée récemment, et nous espérons donc que le promoteur qui menaçait de partir restera.

We were planning to approach the federal government. The federal government recognizes this is a new area for them. Their legislation is old and we're hoping to be able to work together to modernize it, so you can help facilitate development on a faster basis in the future.

Senator Galvez: Nice meeting you, Premier McLeod. I've been in Yellowknife many times. It's a very modern city. It's unbelievable all the different languages, including Japanese and Chinese and accents in English, that you can hear when you walk in Yellowknife.

I have done work with your office in lands trying to make mining more sustainable, so I'm very happy to hear your vision. I couldn't agree more with your sober reflection on the development of the North in diversifying the economy and making northerners participants in the decisions of the future of the North and creating good, clean middle-class jobs and incomes.

You mentioned you want to develop according to priorities, and you want to develop a diversified economy. I would like you to expand on what, for you, a diversified economy means. What are the priorities?

I would also like you to comment on the timeframe, because climate change is happening and there is a lot of eagerness from the people in the South to go develop the North. If you want your priorities to be heard and respected, how far are you in your reflection on the development of the North?

Mr. McLeod: Thank you very much. We do have 11 official languages in our legislative assembly. We also have a very multicultural population, so I'm very pleased you had the opportunity to visit us.

Our economy has been referred to as boom or bust, and what we want to do is to have a strong foundation so we can have a very sustainable economy. Right now, mining is the largest part of our economy. It's about 25 per cent of our GDP. The second largest, or the fastest-growing, has been government.

When you look at the environment, it operates at very high cost. People tell us we don't have the necessary infrastructure to attract investment. It's very important for us to not only diversify our economy, but we need investment in our infrastructure.

Tourism has been the fastest growing part of our economy. The aurora borealis viewing has been very successful. We're moving more into eco and adventure tourism. The more consumptive parts of tourism that used to be hunting and fishing have been struggling. Climate change is affecting our

Nous envisageons d'approcher les gens du gouvernement fédéral. Ils reconnaissent que c'est un nouveau domaine pour eux. Leur loi est vieille, et nous espérons être en mesure de collaborer pour la moderniser, afin de pouvoir accélérer le développement à l'avenir.

La sénatrice Galvez : Je suis heureuse de vous rencontrer, monsieur le premier ministre. Je me suis souvent rendue à Yellowknife. C'est une ville très moderne. Le nombre de langues, y compris le Japonais et le Chinois, et d'accents en anglais qu'on peut entendre dans la rue à Yellowknife est incroyable.

J'ai travaillé avec votre bureau chargé des terres pour tenter d'accroître la viabilité des activités minières, et je suis donc très heureuse d'entendre votre vision. Je suis parfaitement d'accord avec vous quand vous parlez avec objectivité de l'importance du développement du Nord pour diversifier l'économie, pour faire participer les habitants du Nord aux décisions concernant l'avenir de leur région et pour créer de bons emplois verts et bien rémunérés pour la classe moyenne.

Vous avez dit que vous voulez axer le développement sur les priorités, et vous voulez diversifier l'économie. J'aimerais que vous en disiez plus long sur ce que vous entendez par économie diversifiée. Quelles sont les priorités?

J'aimerais également que vous parliez de l'échéancier, car le réchauffement est réel et les habitants du Sud ont hâte de développer le Nord. Si vous voulez qu'on entende vos priorités et qu'on les respecte, où en est votre réflexion sur le développement du Nord?

M. McLeod : Merci beaucoup. Onze langues officielles sont parlées à notre assemblée législative. Nous avons également une population très multiculturelle. Je suis donc heureux que vous ayez eu l'occasion de nous visiter.

On a dit que notre économie fait l'objet d'une alternance de cycles d'expansion et de ralentissement, et ce que nous voulons, c'est une base solide pour qu'elle soit durable. À l'heure actuelle, les activités minières constituent le principal secteur de notre économie. Elles comptent pour environ 25 p. 100 de notre PIB. Le deuxième, ou celui qui croît le plus rapidement, est le secteur gouvernemental.

Quand on regarde le milieu, on constate que cela coûte très cher. Les gens nous disent que nous n'avons pas les infrastructures nécessaires pour attirer des investissements. Il est très important pour nous non seulement de diversifier notre économie, mais aussi d'investir dans nos infrastructures.

Le tourisme est le secteur de notre économie qui connaît la plus forte croissance. L'observation des aurores boréales connaît beaucoup de succès. Nous nous tournons davantage vers l'écotourisme et le tourisme d'aventure. Les sous-secteurs plus intermédiaires du tourisme que sont la chasse et la pêche

environment significantly. It's had a very significant effect on our wildlife, and it is also affecting our modes of transportation. A lot of communities you can only have access by air, or by water in the summertime, and with climate change, we use a lot of ice roads, and the window of opportunity to use them is decreasing.

We have to look at a knowledge economy. We think moving in that area will require a significant investment in manufacturing or even universities. We look at agriculture with the climate, more land that is arable or could be used for agricultural. We are looking at every possibility we can think of.

Senator Galvez: In your document on the pan-territorial vision, one of the keywords is "self-sufficiency." I believe you plan to create jobs for northerners. Are you thinking of giving a big place to education and training and how it will take place?

Mr. McLeod: Education is one of our biggest priorities for our government. We spend a significant portion of our budget on education.

What we're finding is we have very small communities. We have 33 communities in the Northwest Territories, and it is a struggle for the small communities. We have moved away from residential schools. That was a system used in the North significantly. I think, in a large part, is to look at trying to find economies of scale. We're challenged with providing quality education in the smaller communities because we feel you shouldn't be disadvantaged because of where you live. We have probably the best student financial assistance program in Canada. We have a community college system which is undergoing a foundational review. Other than that, we don't have a post-secondary system or facilities. Our children have to go South if they want to advance their education past a certain level.

A lot of our employees still come from the South because we don't have the skills. We have jobs, but we can't seem to match jobs with the people who are unemployed. We have a lot of fly-in/fly-out workers. Those are the challenges we are faced with.

Senator Bovey: Thank you very much, premier, for your insights and comments. They are very interesting and present all sorts of challenges not just for you. As you say, Canada has to have a similar plan with similar ambitions and clear commitments.

With tomorrow being federal budget day, and given the switch in the context of living in healthy, vibrant and prosperous communities, and since the switch to a per capita formula for the

éprouvent des difficultés. Les changements climatiques ont d'importantes répercussions sur l'environnement. L'effet sur notre faune est considérable, et nos modes de transport en souffrent également. Un grand nombre de collectivités ne sont accessibles que par avion, ou par bateau l'été. Nous utilisons donc beaucoup de routes de glace, et la période pendant laquelle elles sont praticables raccourcit à cause du réchauffement.

Nous devons envisager une économie du savoir. Nous pensons que cette avenue nécessitera un investissement important dans le secteur manufacturier ou même dans les universités. Compte tenu des changements climatiques, nous nous tournons vers l'agriculture, car le nombre de terres arables ou qui peuvent servir à l'agriculture augmente. Nous étudions toutes les possibilités auxquelles nous pouvons penser.

La sénatrice Galvez : Dans votre document sur la vision panterritoriale, l'« autosuffisance » est un des mots clés. Je pense que vous voulez créer des emplois pour les habitants du Nord. Pensez-vous accorder beaucoup d'importance à l'éducation et à la formation? Comment allez-vous procéder?

M. McLeod : L'éducation est une des principales priorités de notre gouvernement. Nous allouons d'ailleurs une partie importante de notre budget à l'éducation.

Nous avons de très petites collectivités. Les Territoires du Nord-Ouest en comptent 33, et c'est difficile pour ces collectivités. Nous avons abandonné le système des pensionnats indiens, qui a beaucoup servi dans le Nord. Je pense que, en grande partie, il faut essayer de trouver des économies d'échelle. Nous devons trouver le moyen d'offrir une éducation de qualité dans les petites collectivités, car nous estimons qu'on ne doit pas être défavorisé à cause de l'endroit où on vit. Nous avons probablement le meilleur programme d'aide financière aux étudiants au Canada. Nous avons un système de collèges communautaires qui est revu en profondeur. À part cela, nous n'avons pas de système ou d'établissement d'enseignement postsecondaire. Nos enfants doivent se rendre dans le Sud s'ils veulent poursuivre leurs études à un certain niveau.

Une grande partie de nos employés viennent encore du Sud parce que nos gens n'ont pas les compétences nécessaires. Nous avons les emplois, mais nous n'arrivons pas à jumeler les emplois avec les chômeurs. Nous avons beaucoup de travailleurs qui font des allers-retours en avion. Ce sont les difficultés auxquelles nous faisons face.

La sénatrice Bovey : Merci beaucoup de vos observations, monsieur le premier ministre. Elles sont très intéressantes, et vous n'êtes pas le seul à être confrontés à toutes ces difficultés. Comme vous le dites, le Canada a besoin d'un plan semblable avec des aspirations similaires et des engagements clairs.

C'est demain que le budget fédéral sera présenté, et compte tenu du changement de contexte en ce qui concerne la vie dans des collectivités saines, dynamiques et prospères, et depuis le

Canada Social Transfer as well as the health care transfer, what effect has that had on the Northwest Territories? What are your expectations of the federal budget tomorrow? What are you hoping for in support of moving your priorities forward?

Mr. McLeod: When we decided to proceed with devolution, a lot of people were very concerned about the fact that we are a very small jurisdiction and we're taking on tremendous responsibilities. And only because of the assurances we had from the Government of Canada that they weren't going to abandon us, that they would continue to keep working with us to develop the North and also to invest in infrastructure, especially because of the fact that we're in a very large territory, 1.5 million square kilometres, and we're only 44,000 people. We can't be expected to pay for large nation-building projects. We felt we had that assurance. It was very important.

The three Northern territories have formula financing arrangements as opposed to the equalization arrangements of the provinces. A large part is tied to population and to the spending patterns in the rest of Canada.

Formula financing is up for renegotiation in 2019. Obviously, we would like to see more money because a lot of our programs and services are oversubscribed and we need more investments, like housing. We are probably short close to 3,000 houses.

With regard to the budget tomorrow, we're hoping the North will be mentioned. We're hoping there will be positive announcements on some infrastructure. We'll need significant investments in climate change to move us away from fossil fuels and toward renewable and alternative forms of energy. We think helping us to have people in the communities convert would be very helpful.

I guess the biggest area that we're expecting federal announcements in the budget is in direct funding to Aboriginal governments for programs and services. We're hoping funding levels and core funding will also increase. Certainly we think that significant investment needs to happen in Aboriginal housing.

Senator Bovey: We talked about training and the community being a fly-in and fly-out. You mentioned there is a community college system. Should there be a university of the Arctic? Would that be of benefit?

passage à une formule par habitant pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux ainsi que le transfert en matière de soins de santé, quelle est l'incidence pour les Territoires du Nord-Ouest? À quoi vous attendez-vous dans le budget fédéral de demain? Qu'espérez-vous pour donner suite à vos priorités?

M. McLeod : Quand nous avons décidé de procéder au transfert des responsabilités, beaucoup de personnes étaient grandement préoccupées par le fait que nous sommes un territoire très peu peuplé et qu'on nous confie d'énormes responsabilités. Nous pouvons seulement compter sur les garanties du gouvernement du Canada qui a dit qu'il n'allait pas nous abandonner et qu'il continuerait de travailler avec nous au développement du Nord et d'investir dans les infrastructures, surtout en raison de l'énorme superficie de notre territoire, qui est de 1,5 million de kilomètres carrés, et parce que nous ne sommes que 44 000 habitants. On ne peut pas s'attendre à ce que nous payions pour de grands projets d'édification de la nation. C'est ce qu'il semblait nous avoir été garanti. C'était très important.

Les trois territoires du Nord ont une formule de financement tandis que les provinces ont la péréquation. Dans le reste du Canada, c'est en grande partie lié à la population et aux habitudes de dépense.

La formule de financement doit être renégociée en 2019. De toute évidence, nous aimerions obtenir plus d'argent parce qu'un grand nombre de nos programmes et de nos services ne peuvent pas répondre à la demande et que nous devons investir davantage, par exemple dans le logement. Il nous manque probablement près de 3 000 maisons.

À propos du budget de demain, nous espérons que le Nord sera mentionné. Nous espérons qu'il y aura des annonces positives en ce qui a trait aux infrastructures. Nous avons besoin d'investissements de taille dans la lutte aux changements climatiques pour que nous délaissions les combustibles fossiles et adoptions plutôt des formes d'énergie renouvelable. Nous pensons qu'il serait très utile qu'on nous aide à convertir les gens dans les collectivités.

Je suppose que le principal domaine dans lequel nous nous attendons à des annonces budgétaires fédérales est celui du financement direct pour soutenir les programmes et les services des gouvernements autochtones. Nous espérons également que les niveaux de financement et le financement de base augmenteront. Nous sommes sans aucun doute d'avis qu'il faut des investissements considérables dans le logement autochtone.

La sénatrice Bovey : Nous avons parlé de formation et des gens qui font des allers-retours pour travailler dans la région. Vous avez parlé d'un système de collèges communautaires. Devrait-il y avoir une université dans l'Arctique? Est-ce que cela serait avantageux?

Mr. McLeod: That's certainly something I believe we should have.

I travel around. I've been to some of the communities in the provinces. I've been to Senator Neufeld's province. I've been to Prince George and Kamloops. I see the significant contributions the University of Northern B.C. has had in Prince George, where the community went from 20,000 people to about 100,000 almost overnight. The same with Kamloops, where they have a large regional hospital. The same thing happened there.

So I certainly believe we should have a university. I'm sure the other territories will say the same thing. We've reached out to a number of universities, and we're trying to make it happen so that we can have a university closer to home for our children and also that we see this transition going forward.

The Deputy Chair: Premier McLeod, you mentioned infrastructure. There's a big infrastructure program the federal government has announced, well over $100 billion over the next 12 years, I believe. Can you briefly outline what some of the infrastructure priorities are of the N.W.T.?

Also, we hear about various funds, the infrastructure bank and alternatives to diesel and a Low Carbon Economy Fund. Is the N.W.T. feeling they can access those infrastructure pots? How is that going?

Mr. McLeod: Well, I think that, with the whole array of infrastructure funds, we are very pleased with the response we've been getting. Over 10 years, just from the existing infrastructure funds, we feel we're getting a very good share of it.

The struggle for us is that we have a cap on our borrowing limit, so in order to maximize the infrastructure investment, we would probably have to make some representation to do something similar to when we built Inuvik Tuk Highway.We made representation to increase our borrowing limit, and we'll probably have to do that.

We've also identified highways as a significant priority to open up the North. We feel the Inuvik Tuk Highway opening will provide for some significant benefits.

We are hoping to access funding for the Mackenzie Valley Highway, and also we want to extend the all-weather road from Yellowknife, the Ingraham Trail, farther North because we're very concerned about ice roads to the diamond mines being open

M. McLeod : C'est sans aucun doute une chose que nous devrions avoir selon moi.

Je me déplace beaucoup. Je me suis rendu dans certaines collectivités des provinces. Je me suis rendu dans la province du sénateur Neufeld. Je me suis rendu à Prince George et à Kamloops. Je vois l'importante contribution de l'Université du Nord de la Colombie-Britannique à Prince George, où la population est passée de 20 000 à environ 100 000 personnes presque du jour au lendemain. C'est la même chose à Kamloops, où il y a un grand hôpital régional. La même chose s'est produite.

Je suis donc convaincu que nous devrions avoir une université. Je suis certain que les autres territoires diraient la même chose. Nous avons communiqué avec un certain nombre d'universités pour essayer d'en avoir une plus près de chez nous pour nos enfants et pour aller de l'avant avec cette transition.

Le vice-président : Monsieur McLeod, vous avez parlé de l'infrastructure. Le gouvernement fédéral a annoncé un grand programme d'infrastructure, qui prévoit une somme nettement supérieure à 100 milliards de dollars sur 12 ans, je crois. Pouvez-vous décrire brièvement certaines des priorités des Territoires du Nord-Ouest sur le plan des infrastructures?

Nous avons également entendu parler de différents fonds, de la banque de l'infrastructure, de carburants pouvant remplacer le diesel et du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone. Aux Territoires du Nord-Ouest, pensez-vous pouvoir tirer parti de ces fonds destinés aux infrastructures? Quelle est la situation à cet égard?

M. McLeod : Eh bien, je pense que nous sommes très heureux de la réponse qu'on nous a donnée concernant l'éventail de fonds destinés aux infrastructures. Nous pensons obtenir sur 10 ans une très bonne partie des fonds qui existent déjà.

Le problème pour nous, c'est que nous avons un plafond d'emprunt. Par conséquent, pour maximiser les investissements dans l'infrastructure, nous devrons probablement faire des démarches auprès des responsables pour procéder comme nous l'avons fait la fois où nous avons construit la route entre Inuvik et Tuk. Nous avions fait des démarches pour hausser notre limite d'emprunt, et nous devrons probablement en faire autant cette fois-ci.

Nous avons également établi que les routes sont une grande priorité pour rendre le Nord accessible. Nous croyons que l'ouverture de la route entre Inuvik et Tuk aura d'importantes retombées.

Nous espérons avoir du financement pour la route de la vallée du Mackenzie, et nous voulons aussi prolonger l'Ingraham Trail, la route praticable en toutes saisons qui part de Yellowknife, plus au nord parce que nous craignons que les routes de glace qui

less often. By pushing it farther North, we expect the life of the mines will be extended.

Of course, to help to deal with climate change, we have the Taltson Hydro facility that we would like to expand in phases. Phase 1 would be to increase the capacity by 56 megawatts and, at some point in the future, add another dam on the river.

We would like to export hydro power, be part of the solution in Western Canada, but we need investment and transmission lines to hook us up to the grid in Western Canada.

So that's where we think the infrastructure bank would be perfect for us to get investments into the Taltson dam expansion. We're waiting for information on how the infrastructure bank will function so we can begin to put in our proposals.

Senator Coyle: It's a pleasure to meet you. I look forward to meeting you face-to-face on another occasion. I don't have a lot of experience in the Northwest Territories, although I have visited Yellowknife, and I know that's just a small part of your beautiful territory.

In your statement, you referred to other countries recognizing the challenges of developing the Arctic and that they have clear plans, not just policies, but clear plans for steps they will take and money they will invest.

I'm curious to learn from you what you have seen in terms of plans in other places that have impressed you, that you think you yourself, in the Northwest Territories, can learn from and that our federal government can learn from in our relationship with the territory. Could you speak to that?

Mr. McLeod: Certainly. I've been to a lot of the countries in Europe. Also, I've been in China five times, and I'm going to be going there again this fall. China has significant interest in the North.

My most recent experience was in Iceland, where we had 2,500 people at an Arctic Circle conference. When you hear these countries talking about what they're doing in the Arctic, some of the significant investments that they're doing, some of the infrastructure they have in place and how the Arctic is the largest part of their revenues, it certainly makes a person sit up and take notice.

Icelandic organizers, along with some of the other countries, are saying we should do more East/West, rather than North/South, where we have allegiances. We've always had very close allegiances with Alaska, but with Greenland, with Iceland, the

mènent aux mines de diamants soient moins souvent praticables. En prolongeant la route plus au nord, nous nous attendons à prolonger le cycle de vie des mines.

Bien entendu, pour nous aider à lutter contre les changements climatiques, nous aimerions procéder à d'autres phases de la centrale hydroélectrique de Taltson. La phase 1 consisterait à accroître la capacité de 56 mégawatts et, à un moment donné, à ajouter un autre barrage le long de la rivière.

Nous aimerions exporter de l'hydroélectricité et faire ainsi partie de la solution dans l'Ouest canadien, mais nous avons besoin d'investissements et de lignes de transmission pour nous brancher au réseau de l'Ouest canadien.

C'est pour cette raison que nous pensons que la banque de l'infrastructure serait parfaite pour financer l'agrandissement des installations du barrage de Taltson. Nous attendons des renseignements sur le fonctionnement de la banque de l'infrastructure pour que nous puissions commencer à présenter nos projets.

La sénatrice Coyle : Je suis heureuse de vous rencontrer. Je suis impatiente d'avoir l'occasion de le faire en personne. Je n'ai pas beaucoup d'expérience dans les Territoires du Nord-Ouest, bien que j'aie visité Yellowknife, et je sais que c'est juste une petite partie de votre beau territoire.

Dans votre déclaration, vous avez parlé d'autres pays qui reconnaissent les difficultés associées au développement de l'Arctique et qui ont des plans concrets, pas seulement des politiques, mais des plans qui indiquent les mesures qui seront prises et la somme qui sera investie.

J'aimerais que vous me disiez quels sont les plans que vous avez vus ailleurs qui vous ont impressionné et qui permettraient aux Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement fédéral, dans sa relation avec le territoire, d'apprendre quelque chose. Pouvez-vous en parler?

M. McLeod : Bien sûr. Je me suis rendu dans de nombreux pays d'Europe. Je me suis aussi rendu en Chine à cinq reprises, et j'y retourne cet automne. La Chine s'intéresse beaucoup au Nord.

Mon expérience la plus récente était en Islande, où 2 500 personnes ont participé à une conférence du cercle arctique. Quand on entend ces pays parler de ce qu'ils font dans l'Arctique, de certains de leurs importants investissements, d'une partie de l'infrastructure qu'ils ont en place et de la façon dont l'Arctique est à l'origine de la majeure partie de leurs recettes, on porte certainement attention à ce qui se dit.

Les organisateurs islandais, ainsi que les représentants d'autres pays, disent que nous devrions nous concentrer davantage sur l'axe est-ouest plutôt que sur l'axe nord-sud, pour lequel nous avons des allégeances. Nous avons toujours eu des liens étroits

Faroe Islands. When you see what they're doing in Sweden and Finland, it seems like there's more natural allegiance because a lot of the issues they have are very similar to what we have in the Arctic. Certainly, this is an area we want to explore further.

I think, in the past, we always looked North/South. I used to go to the United States quite a bit. Now, there seems to be a more natural alliance looking in those areas towards the Arctic countries in Europe.

The Deputy Chair: Premier, the Northwest Territories signed the Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change — I believe it was a year ago in December — and signed on to a plan to introduce carbon pricing. I wonder if you could give us an update on how that's going and whether you think carbon pricing will be an effective way of encouraging your citizens to use less fossil fuels.

Mr. McLeod: Well, this is something that we had a lot of concerns about. Initially, we felt that in the Northwest Territories — I guess I'll let the other Northern territories speak for themselves. We live in a very high-cost environment. It's very expensive to live here, and we were concerned that if you add another layer, another tax on top of it, where there's no sustainable solutions to move us off of fossil fuels, that wouldn't be very helpful to anybody.

We wanted to look at it and we said that if we're going to get into it, we wanted to go in with our eyes open so that we would know the implications.

We also had concerns about food security and the fact that we felt our economy wasn't fully developed. We've seen our government provide hundreds of millions of dollars to developing countries that don't have their economies fully developed — something in the neighbourhood of $250 million — so we felt maybe they should do the same thing for us.

We've done a lot of modelling. We work very closely with the federal government. The federal government has said they recognize our issues. We have done two rounds of consultations, and we're ready to put forward our climate change strategy to the Government of Canada. We're hoping it will be acceptable to them. We think we will find a way forward that will allow us to continue to get off fossil fuels and to adapt to climate change.

I can tell you stories about how we're affected by climate change every day and how it's affecting our wildlife. It's affecting our roads. It's affecting our buildings. But I think that we can come forward with a plan that is workable, and we're hoping that the Government of Canada will accept it and allow us to implement it.

avec l'Alaska, mais pas autant avec le Groenland, l'Islande et les îles Féroé. Quand on regarde ce qui se fait en Suède et en Finlande, nous semblons avoir des liens plus naturels parce que beaucoup de nos problèmes dans l'Arctique sont très semblables aux leurs. C'est, sans aucun doute, une question que nous voulons examiner davantage.

Je pense que nous avons toujours porté attention à l'axe nord-sud. J'avais l'habitude de me rendre souvent aux États-Unis. Dans ces dossiers, il semble dorénavant plus naturel de collaborer avec les pays européens de l'Arctique.

Le vice-président : Monsieur le premier ministre, les Territoires du Nord-Ouest ont signé le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques — je crois que c'était il y a un an, en décembre — ainsi qu'un plan de tarification du carbone. Je me demande si vous pouvez faire le point à ce sujet et si vous pensez que la tarification du carbone sera un moyen efficace d'encourager vos citoyens à réduire leur consommation de combustibles fossiles.

M. McLeod : Eh bien, nous avions beaucoup de réserves à cet égard au début. Je ne veux pas parler au nom de tous les territoires du Nord, mais aux Territoires du Nord-Ouest, nous vivons déjà dans un environnement très dispendieux. Alors, selon nous, cela n'aurait aidé personne d'imposer une taxe supplémentaire, car nous n'avons pas accès à des solutions durables pour nous permettre d'abandonner les carburants fossiles.

Nous voulions donc prendre le temps d'examiner le cadre pour savoir ce que cela impliquerait pour nous d'y consentir.

Nous étions également préoccupés par la sécurité alimentaire et notre économie en développement. Le gouvernement a versé des centaines de millions de dollars à des pays en voie de développement — quelque 250 millions de dollars —, et nous étions d'avis qu'il devrait sans doute faire la même chose pour nous.

Nous avons fait beaucoup de modélisation. Nous avons travaillé de très près avec le gouvernement fédéral, qui a reconnu les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Au terme de deux séries de consultations, nous sommes maintenant prêts à soumettre notre stratégie sur les changements climatiques au gouvernement du Canada. Nous espérons qu'elle saura le satisfaire. Nous pensons pouvoir trouver le moyen d'abandonner progressivement les carburants fossiles et de nous adapter aux changements climatiques.

Nous en subissons les effets quotidiennement. Les changements climatiques causent du tort à notre faune, à nos routes, à nos immeubles. Mais je crois que nous pouvons établir un plan réaliste, et nous espérons que le gouvernement du Canada acceptera notre vision et qu'il nous permettra de la mettre en œuvre.

The Deputy Chair: Are you saying that carbon pricing will have to be treated differently in the Northwest Territories than maybe in other parts of Canada?

Mr. McLeod: We're saying that we have to recognize the North is unique, and you have to take different factors into consideration. We are also going to do our part to deal with climate change, reduce our emissions and move away from fossil fuels.

Senator Bovey: You mentioned tourism. I know there's a great fascination for the North and the Northwest Territories. I've been following some friends and family who have done some of the canoe trips and all, which has been amazing.

What about cruise ships? That's a new phenomenon in the Arctic. I'd like you to talk about what you feel are some of the benefits and concerns that cruise ships through the Northwest Passage present.

Mr. McLeod: I went to a tourism conference quite a few years back and somebody asked me the same question. I was kind of stuck on it because I didn't really have an answer. I think I have an answer now.

I think cruise ships are the way of the future. There have been cruise ships going through the Northwest Passage for some time now. I think the most they've had go through is 75. I think a large part of it is mostly on the Nunavut side.

As somebody said, for the small communities where cruise ships have stopped, they see it as a very good way to market their crafts. It brings a market to them. You have a cruise ship with 3,000 people that stops at a small community of 300 people, and they can overtake the community very quickly. I think the cruise ship operators recognize that, so they bring them in manageable portions, maybe 100 or so at a time.

But we need to recognize that it's happening. It's going to happen. There will probably be a lot more of it, and we need to prepare for it. We don't have any facilities in the Beaufort Sea for example. We don't even have a port and we don't have any search and rescue. They have to fly in from Trenton or Comox, which is two hours away. So if you have to rescue people, they have to go a long way.

The Northwest Passage is uncharted waters, so I think we should make it charted and make sure these ships don't put themselves at risk. It's already happened once where they got hung up and the people had to be rescued.

I think we need a plan for it and we need to make sure it's done as safely as possible.

Le vice-président : Dites-vous que la tarification du carbone devra suivre des critères différents dans les Territoires du Nord-Ouest par rapport à d'autres régions du Canada?

M. McLeod : Il faut reconnaître que la réalité du Nord est unique et que différents facteurs doivent être pris en compte. Nous allons aussi mettre les efforts qu'il faut pour composer avec les changements climatiques, réduire nos émissions et délaisser les carburants fossiles.

La sénatrice Bovey : Vous avez parlé du tourisme. Je sais que les gens sont fascinés par le Nord et les Territoires du Nord-Ouest. J'ai suivi les aventures de parents et amis qui ont fait des excursions en canot, entre autres, et je trouve cela fantastique.

Qu'en est-il des navires de croisière? C'est un phénomène nouveau dans l'Arctique. J'aimerais que vous nous disiez quels sont les aspects positifs et négatifs liés au trafic de ces navires dans le passage du Nord-Ouest.

M. McLeod : J'ai assisté à une conférence sur le tourisme il y a de nombreuses années, et quelqu'un m'avait posé la même question. J'ai été quelque peu bouche bée, parce que je ne connaissais pas vraiment la réponse. Je pense la connaître aujourd'hui.

D'après moi, les navires de croisière sont la voie de l'avenir. Ils empruntent le passage du Nord-Ouest depuis un bon moment maintenant. Je crois que le plus de navires qu'on a vus est 75. Une grande partie du trafic se situe du côté du Nunavut.

Quelqu'un l'a mentionné déjà, mais pour les petites collectivités qui se trouvent sur l'itinéraire des navires de croisière, c'est une excellente occasion de vendre leur artisanat. C'est un marché à leurs portes. Par contre, les 3 000 passagers d'un navire peuvent facilement envahir un petit village de 300 personnes. Mais je crois que les exploitants de navires de croisière en sont conscients, et ils tâchent d'amener des groupes de taille raisonnable, soit peut-être une centaine de passagers à la fois.

Il faut voir la réalité en face, car cela ne fait que commencer. Nous devons nous préparer à une hausse importante du trafic, puisque c'est sans doute ce qui va arriver. Par exemple, nous n'avons pas d'infrastructure à la mer de Beaufort. Il n'y a même pas d'installations portuaires ni d'équipe de recherche et sauvetage. Il faut faire venir des intervenants par avion de Trenton ou de Comox, à deux heures de là. Alors s'il faut secourir des gens, l'aide arrive de loin.

Le passage du Nord-Ouest n'est pas cartographié, alors je crois qu'il faudrait remédier à cela et veiller à ce que ces navires ne se mettent pas en péril. Il est déjà arrivé qu'un navire soit bloqué dans le passage et qu'on doive secourir les passagers.

Nous avons besoin d'un plan et nous devons nous assurer que tout se déroule de la façon la plus sécuritaire possible.

For the *Crystal Serenity*, I guess it's the largest one that has been going through. They spent two years getting ready and they did it properly. They had icebreakers travelling with them. They had helicopters and they consulted with all the communities along the way. So they are doing it the right way.

But I don't think every other operator will follow. We have a lot of thrill seekers going through the Northwest Passage that are probably not as well prepared as they should be. We have to take that into consideration as well.

Senator Bovey: I'm glad to hear there are some standards with some. I've been intrigued to learn about the icebreaker cruise ships that are being built in Europe right now that are getting ready to come up the Alaska coast and around the North.

The Deputy Chair: Premier McLeod, I'd like to thank you very much for making yourself available in helping this committee look at an Arctic Policy Framework for Canada.

I've had the pleasure of associating with you in various capacities for many years. It's always a pleasure to see you eloquently representing the people of the great Northwest Territories. Thank you very much.

For the second segment of our meeting, I am pleased to welcome the Honourable Paul Aarulaaq Quassa, Premier of Nunavut, accompanied by Virginia Mearns, Associate Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs.

Thank you very much for joining us, premier. Before I invite you to proceed with your opening statement, I would like to mention to my colleagues and members of the public that we have interpretation in Inuktitut available for this portion of the meeting. It will be on channel 1 as usual. These provisions were put in place by the Senate. I think it was an initiative of Senator Watt's, and so there will be English interpretation on channel 1.

Premier, the floor is yours.

[*Interpretation*]

Hon. Paul Aarulaaq Quassa, Premier of Nunavut, Government of Nunavut: Thank you. Good evening. I am Premier Paul Quassa from Nunavut.

Before we begin, I want to recognize that we are on the traditional and unceded territory of the Algonquin Nation. I am grateful to be able to discuss issues of importance to Nunavummiut on their traditional territory today.

Je pense que le *Crystal Serenity* est le plus gros navire à avoir emprunté le passage. Cela a nécessité deux ans de préparation, et le tout s'est déroulé sans heurt. Des brise-glaces accompagnaient le navire, des hélicoptères étaient à la disposition de l'équipage, et toutes les collectivités incluses à l'itinéraire avaient été consultées. C'est la bonne façon de faire les choses.

Par contre, je doute que tous les autres exploitants fassent de même. Beaucoup d'amateurs de sensations fortes empruntant le passage du Nord-Ouest manquent probablement de préparation. Il faut tenir compte de cela aussi.

La sénatrice Bovey : Je suis heureuse d'apprendre que des exploitants respectent certaines normes. Je suis curieuse d'en savoir plus sur les brise-glaces de croisière qu'on construit en Europe en ce moment et qui s'apprêtent à explorer la côte de l'Alaska avant de poursuivre vers le Nord.

Le vice-président : Premier ministre McLeod, je tiens à vous remercier d'avoir accordé de votre temps au comité et de l'aider dans son étude sur le Cadre stratégique pour l'Arctique du Canada.

J'ai eu le plaisir de vous côtoyer dans le cadre de fonctions diverses au fil des ans. C'est toujours agréable de vous voir représenter avec éloquence la population des merveilleux Territoires du Nord-Ouest. Merci beaucoup.

Pour la deuxième partie de notre réunion, je suis heureux d'accueillir l'honorable Paul Aarulaaq Quassa, premier ministre du Nunavut, qui est accompagné de Virginia Mearns, sous-ministre déléguée des Affaires intergouvernementales et exécutives.

Merci beaucoup de vous joindre à nous, monsieur le premier ministre. Avant de vous inviter à faire votre déclaration préliminaire, je veux informer mes collègues et le public que cette portion de la séance sera interprétée en inuktitut. L'interprétation sera disponible sur le canal 1, comme à l'habitude. Le Sénat a fait les démarches nécessaires, suivant l'initiative du sénateur Watt. Vous pourrez aussi entendre l'interprétation en anglais au canal 1.

Monsieur le premier ministre, la parole est à vous.

[*Traduction de l'interprétation*]

L'honorable Paul Aarulaaq Quassa, premier ministre du Nunavut, gouvernement du Nunavut : Merci et bonsoir. Je m'appelle Paul Quassa, premier ministre du Nunavut.

Avant de commencer, je veux souligner que nous sommes sur le territoire traditionnel et non cédé de la nation algonquine. Je suis heureux de pouvoir discuter avec vous d'enjeux importants pour les Nunavummiut, tandis que nous sommes sur leurs terres traditionnelles aujourd'hui.

Thank you for the invitation to appear before this Senate committee. With me today is Virginia Mearns, Associate Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs, Government of Nunavut, who will be here to assist me with responding to your questions following my remarks.

I am encouraged by what seems to be a growing focus on Arctic issues across our territory and that the Senate of Canada is also participating in this very important dialogue.

In your invitation to us, you indicated that the central focus of your hearing today is to discuss significant and rapid changes which have impacted the Arctic and its original inhabitants, the Inuit. The Inuit have traditionally occupied the land that comprises Canada's Arctic. I would argue that no other population in our nation has experienced more significant and rapid change than the Inuit.

Not all that long ago, in living memory, Inuit led traditional lives. We hunted and fished for our food. We lived on the land in camps that moved with the wildlife and with the seasons. In fact, I myself was born in an igloo outside of what is now known as Igloolik.

[*English*]

However, the lives of the Inuit were forever changed by the policies and programs that took Inuit from their homes, denying them their language and culture, placing them in unfamiliar lands and communities, and separating them from a way of life they had always known. Many of us lost our language, our culture, our traditions, which is, of course, our identity.

Many struggled with trying to reconcile the ways of the past and their present. Many turned to alcohol and drugs, to violence or to suicide or have been profoundly impacted by these actions, and many today are still struggling in these ways.

Reclaiming our Inuit language, culture and agency is necessary to right these historical wrongs. We made an important move toward this goal 25 years ago through the signing of the Nunavut agreement.

[*Interpretation*]

To add to this, your chairperson today was a signatory in this land claim agreement.

[*English*]

The land claim gave Inuit rights over lands, waters, wildlife, and resources and asserted the right to self-determination by creating a public government with the goal of a workforce that is representative of the majority Inuit population.

Merci de m'avoir invité à témoigner devant le comité sénatorial. Je suis accompagné de Virginia Mearns, sous-ministre déléguée, Affaires intergouvernementales et exécutives, gouvernement du Nunavut. Elle m'aidera à répondre à vos questions suivant mon exposé.

Il est encourageant de voir que l'on s'intéresse de plus en plus aux questions concernant l'Arctique et touchant l'ensemble de notre territoire, et que le Sénat participe également à cet important dialogue.

Selon votre invitation, la séance d'aujourd'hui porte principalement sur les changements importants et rapides qui se produisent dans l'Arctique et leurs effets sur les premiers habitants, les Inuits. L'Arctique canadien correspond au territoire traditionnellement occupé par les Inuits. J'avancerais qu'aucune autre population du Canada n'a dû composer avec des changements aussi importants et rapides que ceux auxquels sont confrontés les Inuits.

Il n'y a pas si longtemps, de mémoire d'homme, les Inuits avaient encore un mode de vie traditionnel. Nous comptions sur la pêche et la chasse pour nous nourrir. Nous vivions dans des campements, nous déplaçant selon la faune et les saisons. Je suis moi-même né dans un igloo, en périphérie du village qu'on appelle aujourd'hui Igloulik.

[*Traduction*]

Cependant, la vie des Inuits a été bouleversée à jamais par les politiques et programmes qui les ont arrachés à leur foyer, à leur langue et à leur culture, pour les transplanter dans un milieu inconnu, loin du mode de vie qu'ils avaient toujours connu. Nous avons été nombreux à oublier notre langue, notre culture et nos traditions : bref, notre identité.

Beaucoup ont eu du mal à concilier leurs traditions et leur nouvelle réalité. Certains se sont tournés vers l'alcool, les drogues ou la violence, ou se sont résolus au suicide. D'autres ont été profondément troublés par ces mesures, qui tourmentent encore bien des gens.

Afin de réparer les torts du passé, il est primordial de permettre aux Inuits de se réapproprier leur langue, culture et autonomie. Un pas important a été fait en ce sens il y a 25 ans avec la conclusion de l'accord du Nunavut.

[*Traduction de l'interprétation*]

Il est à noter par ailleurs que le président de votre comité était un des signataires de cet accord de revendication territoriale.

[*Traduction*]

La revendication territoriale a donné aux Inuits des droits sur les terres, les eaux, la faune et les ressources, ainsi que le droit à l'autodétermination grâce à la création d'un gouvernement

[*Interpretation*]

The vision driving the land claim agreement was to have a territory where Inuit had a voice in the overall governance and decision-making process over social, economic, environmental and political developments. The roadmap to this vision is through the Nunavut Land Claims Agreement.

We're now at the 25-year checkpoint along this journey, having signed the Nunavut Land Claims Agreement. We must now look back to see how far we have come, to note the obstacles and celebrate the landmarks we have reached along the way, and to look ahead to where we are going next.

[*English*]

I've had the distinct honour of being in the driver's seat for these two moments in time, previously as a signatory to the Nunavut agreement, as president of the Inuit organization now known as Nunavut Tunngavik Incorporated and now as Premier of the Government of Nunavut.

I am excited about what we've accomplished so far and am eager for the road ahead. In the coming weeks, we will be releasing our new mandate to outline where our territorial government wants to go and how we want to get there.

It's fitting that the title of our new mandate is "Turaaqtavut," roughly meaning where we are aiming to go.

Although I can't yet discuss the details of our mandate, I can say that we will continue to provide Nunavummiut with the programs and services they need, and also remain committed to fulfilling our obligations under the Nunavut agreement.

The federal government has expressed its desire to articulate their long-term priorities in Nunavut through the Arctic Policy Framework.

The Government of Nunavut has been actively participating in round-table discussions and we will continue to contribute to this process to ensure that our distinct needs are reflected in the federal government's plans and activities. We anticipate that many of our priorities will align. We hope this will be another opportunity to work together on areas of shared interest and importance to both our governments.

public dans le but de bâtir un effectif représentatif de la population majoritairement inuite.

[*Traduction de l'interprétation*]

L'accord de revendication territoriale avait pour but de créer un territoire où les Inuits pouvaient se faire entendre dans le processus global de gouvernance et de prise de décisions relativement aux développements sociaux, économiques, environnementaux et politiques. La réalisation de cette vision passe par l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

Aujourd'hui, 25 ans après la conclusion de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, nous devons examiner le chemin parcouru, cerner les obstacles à abattre, célébrer les jalons atteints en cours de route, et déterminer quelles seront les prochaines étapes.

[*Traduction*]

J'ai eu le grand honneur d'être aux premières loges de ces deux moments historiques, d'abord comme signataire de l'accord du Nunavut, et président de l'organisation inuite maintenant connue sous le nom de Nunavut Tunngavik Incorporated, et aujourd'hui comme premier ministre du gouvernement du Nunavut.

Je suis ravi de ce que nous avons accompli à ce jour, et je suis impatient d'entreprendre la suite de l'aventure. Au cours des prochaines semaines, notre gouvernement territorial va publier son nouveau mandat, qui donne un aperçu de nos objectifs et des mesures que nous entendons prendre pour les atteindre.

Comme il convient, notre nouveau mandat porte le titre de « Turaaqtavut », ce qui signifie essentiellement « la voie à suivre ».

Bien que je ne puisse pas discuter des détails de notre mandat pour le moment, je peux vous dire que nous allons continuer d'offrir aux Nunavummiut les programmes et les services dont ils ont besoin, tout en étant déterminés à remplir nos obligations en vertu de l'accord du Nunavut.

Le gouvernement fédéral a fait connaître son intention d'énoncer ses priorités à long terme pour le Nunavut par l'entremise du Cadre stratégique pour l'Arctique.

Le gouvernement du Nunavut participe activement aux tables rondes et continuera de s'impliquer dans le processus afin de veiller à ce que nos besoins uniques soient pris en compte dans les plans et activités du gouvernement fédéral. Nos priorités respectives devraient s'accorder dans l'ensemble. Nous espérons que nous pourrons collaborer de nouveau à des enjeux qui intéressent et préoccupent nos deux gouvernements.

Ultimately, the devolution of all powers is the next step in Nunavut's political development. And while we are still working toward that goal, we have made important progress in the areas of natural resources and land-use management.

Our joint planning commissions and review boards are examples of cooperation amongst territorial, federal and Inuit organizations. Inuit traditional knowledge is now considered alongside scientific data in the assessment of wildlife management, land use and environmental protections.

[*Interpretation*]

However, many do not realize we are the only jurisdiction in Canada that does not have control over its resources, despite the settlement of the Nunavut agreement. In our case, it is the federal minister in Ottawa who still has the final say over the land, seas and ice in Nunavut.

We are hopeful the devolution of ownership and authority over our lands and waters will be forthcoming, beginning with an agreement in principle between the Nunavut government and the Government of Canada, eventually leading to a full transfer of powers over land and waters to the Nunavut government. Eventually, this hopefully will lead to a full transfer of powers over land and waters to the Nunavut government.

Nunavut still faces significant infrastructure, health and social development challenges that first require the intervention, involvement and investment by the federal government to help properly address Nunavut's needs. Outdated infrastructure and lack of essential infrastructure are major barriers in Nunavut, especially in housing.

Our 25 communities each use diesel-powered generators that have already reached or are soon reaching the end of their useful life — antiquated equipment. And you know there are no roads in or out of the Nunavut territory, which limits opportunities for shipping and travel by air or sea only.

[*English*]

Our information superhighway, the Internet, is also hampered by our sole reliance on satellite for Internet and its associated high cost and slow speeds. This contributes to a sense of disconnect between Northern and Southern Canada and further isolates Nunavut from its national neighbours.

Connecting Nunavut with the rest of Canada through roads, fibre optics, telecommunication lines and electricity corridors would positively impact our territory in many ways: reducing our reliance on fossil fuels and impact on the environment; reducing

La dévolution de tous les pouvoirs est la prochaine étape du développement politique du Nunavut. Bien que nous n'ayons pas encore atteint cet objectif, nous avons fait d'énormes progrès en ce qui a trait à la gestion des ressources naturelles et de l'utilisation des terres.

Nos commissions mixtes de planification et d'examen sont de bels exemples de coopération entre les organisations territoriales, fédérales et inuites. Au même titre que les données scientifiques, le savoir inuit traditionnel est maintenant un facteur considéré dans l'évaluation de la gestion de la faune, de l'utilisation des terres et des protections environnementales.

[*Traduction de l'interprétation*]

Cependant, beaucoup ne savent pas que nous sommes la seule administration du Canada à ne pas avoir le contrôle de ses ressources, et ce, malgré la dévolution prévue par l'accord du Nunavut. Dans notre cas, c'est le ministre fédéral à Ottawa qui a le dernier mot sur les terres, les eaux et les glaces du Nunavut.

Nous avons bon espoir que se concrétisera la dévolution des droits de propriété relatifs à nos terres et à nos eaux, et de l'autorité connexe. Il s'agira d'abord pour le gouvernement du Nunavut et le gouvernement du Canada de conclure une entente de principe, qui mènera au transfert intégral desdits pouvoirs au Nunavut. C'est ce que nous souhaitons.

Le Nunavut fait toujours face à des défis importants en matière d'infrastructure, de santé et de développement social qui exigent d'abord l'intervention, la participation et l'investissement du gouvernement fédéral pour répondre aux besoins du territoire de façon appropriée. Les infrastructures désuètes et le manque d'infrastructure essentielle représentent des obstacles majeurs au Nunavut, surtout en ce qui concerne le logement.

Nos 25 collectivités utilisent toutes des génératrices alimentées au diesel qui ont déjà atteint ou qui atteindront bientôt la fin de leur vie utile. Cet équipement est donc désuet. Et vous savez qu'il n'y a aucune route pour entrer ou sortir du territoire du Nunavut, ce qui signifie que les envois de marchandises et les déplacements se font seulement par avion ou par bateau.

[*Traduction*]

Notre superautoroute de l'information, c'est-à-dire Internet, est également limitée, car elle repose entièrement sur une connexion par satellite, ce qui engendre des coûts élevés et un débit lent. Cela contribue à l'impression de déconnexion entre le Nord et le Sud du Canada, ce qui isole davantage le Nunavut de ses voisins nationaux.

Relier le Nunavut au reste du Canada par l'entremise de routes, de fibres optiques, de lignes de télécommunications et de réseaux d'alimentation électrique aurait de nombreuses retombées positives sur notre territoire, car cela nous permettrait

the cost of food, goods and services through increased shipping methods; and increasing our participation in the digital economy and reducing the digital divide.

We believe there is an opportunity for a modern-day, nation-building exercise through investments in these major projects.

Partnerships between governments, Inuit organizations and with the private sector are necessary to address our critical infrastructure needs. These partnerships need to recognize Nunavut's unique needs and distinct challenges.

I was in Qikiqtarjuaq two weeks ago to visit the mobile tuberculosis clinic set up to screen and treat the high number of people who are affected by TB in that community. The clinic itself is a medical marvel in the ability to mobilize specialized equipment, staff and resources in such a short order. It is possibly the best TB treatment clinic in the world and is a shining example of many levels of government working together on a common cause.

But the very need for this clinic begs the larger question: Why, in a developed country like Canada, are we still struggling with a curable disease like tuberculosis?

The answer lies in improving the social determinants of health that continue to challenge us. Housing shortages and overcrowding, food insecurity, mental health and addictions, and poverty. These are issues we must address, but we cannot do it alone. They require significant resources and investments that a single government or entity could not support on its own.

To address these pressing social needs, we must work with the federal government, our Inuit organizations and stakeholders to combine our efforts and leverage our strengths.

We were pleased with the Senate's interest in housing challenges in Northern and Indigenous communities. We welcomed the opportunity to present Nunavut's case at your hearings in Iqaluit and appreciated the recommendations you have put forward. We eagerly await tomorrow's federal budget announcements to learn more about what investments will be made in Nunavut.

notamment de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles et à ses répercussions sur l'environnement, de réduire le coût de la nourriture, des biens et des services grâce à des méthodes d'expédition plus efficaces, d'accroître notre participation à l'économie numérique et de réduire le fossé numérique.

Nous croyons que des investissements dans ces grands projets créeront une occasion de participer à une initiative moderne en matière d'édification de la nation.

Il est nécessaire d'établir des partenariats entre les gouvernements, les organismes inuits et le secteur privé pour répondre à nos besoins essentiels en matière d'infrastructure. Ces partenariats doivent reconnaître les besoins et les défis uniques du Nunavut.

Il y a deux semaines, je suis allé à Qikiqtarjuaq pour visiter la clinique de tuberculose mobile qu'on a installée là-bas pour dépister cette maladie et traiter le grand nombre de personnes qui sont touchées par la tuberculose dans cette collectivité. La clinique elle-même est une merveille médicale en raison de sa capacité de mobiliser de l'équipement spécialisé, du personnel et des ressources à très court préavis. Il s'agit possiblement de la meilleure clinique de traitement de la tuberculose dans le monde, et c'est un excellent exemple d'une collaboration entre de nombreux paliers de gouvernement pour une cause commune.

Toutefois, le fait que cette clinique soit nécessaire nous oblige à nous demander pourquoi, dans un pays développé comme le Canada, nous sommes toujours aux prises avec une maladie curable comme la tuberculose.

La solution se trouve dans l'amélioration des déterminants sociaux de la santé qui continuent de nous causer des difficultés, à savoir les pénuries de logements et les logements surpeuplés, l'insécurité alimentaire, les troubles de santé mentale et de toxicomanie, ainsi que la pauvreté. Nous devons absolument régler ces problèmes, mais nous ne pouvons pas y arriver sans aide. Ces problèmes exigent des ressources et des investissements importants qu'un seul gouvernement ou qu'une seule entité ne peut pas fournir.

Pour répondre à ces besoins sociaux pressants, nous devons collaborer avec le gouvernement fédéral, nos organismes inuits et les parties intéressées, afin de combiner les efforts et tirer parti de nos points forts.

Nous avons été heureux d'apprendre que le Sénat s'intéresse aux défis liés au logement dans les collectivités nordiques et autochtones. Nous sommes ravis d'avoir l'occasion de présenter la situation du Nunavut dans le cadre de vos délibérations à Iqaluit, et nous vous sommes reconnaissants des recommandations que vous avez formulées. Nous avons très hâte aux annonces qui seront faites demain dans le cadre du budget fédéral, afin d'en apprendre davantage sur les investissements qui seront effectués au Nunavut.

We are equally hopeful that support is growing within the federal government for developing a mental health and addictions treatment centre located in Nunavut.

We all heard the calls for culturally relevant, land-based, Inuit-specific treatment options in the territory during the Truth and Reconciliation Commission and, again, during the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls hearings in Rankin Inlet last week. We hope that through collaboration, cooperation, understanding and mutual commitment we will be able to realize this project for the well-being of Nunavummiut.

[*Interpretation*]

I would like to thank the Senate committee for the opportunity to outline some of the challenges and impacts we are dealing with in Nunavut. I am happy to answer any questions you may have about my comments or issues of importance to you. I look forward to your report on these proceedings. It will be useful to us. Thank you.

[*English*]

Senator Bovey: Mr. Premier, I want to welcome you and thank you. That was a very moving and meaningful presentation and certainly heartfelt.

I also want to congratulate you and all the citizens of Nunavut for your many accomplishments in these past 25 years. There have been many, but I want to congratulate you on something before those 25 years. I want to say that I think it's the artists of Nunavut who, in many ways, have led Canadian art, and the cooperatives that they set up in Cape Dorset gave inspiration. Your people, your artists, have given inspiration to artists in the South. So please take the challenge of that leadership because it's well recognized globally. I congratulate you on that.

That said, obviously, the concerns of health and living conditions and access to education are issues that concern me and many of us greatly. I'd like your thoughts on what the results have been of the switch to the per capita formula in the Canada Social Transfer and the health care transfer. What effect has that had in Nunavut?

[*Interpretation*]

Mr. Quassa: It's a very good question. I will attempt to respond to you.

Nous espérons également que le gouvernement fédéral appuiera de plus en plus la création d'un centre de traitement des troubles mentaux et de la toxicomanie qui serait situé au Nunavut.

Nous avons tous entendu les demandes d'options de traitement pertinentes sur le plan culturel qui sont aussi fondées sur les traditions liées aux terres ancestrales et axées sur les Inuits dans le cadre de la Commission de vérité et réconciliation et, encore une fois, dans le cadre des audiences de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées qui ont eu lieu à Rankin Inlet la semaine dernière. Nous espérons que par l'entremise de la collaboration, de la coopération, de la compréhension et d'un engagement mutuel, nous serons en mesure de concrétiser ce projet pour le bien-être des Nunavummiut.

[*Traduction de l'interprétation*]

J'aimerais remercier le comité du Sénat de nous avoir donné l'occasion de souligner certains des défis et des répercussions auxquels fait face le Nunavut. Je serai heureux de répondre à toutes vos questions sur mon exposé ou sur les enjeux que vous trouvez importants. J'ai hâte de lire votre rapport sur ces délibérations. Il nous sera très utile. Merci.

[*Traduction*]

La sénatrice Bovey : Monsieur le premier ministre, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue et vous remercier. Votre exposé était très émouvant et enrichissant, et vous l'avez certainement livré en toute sincérité.

J'aimerais également vous féliciter, ainsi que tous les citoyens du Nunavut, de vos nombreuses réalisations au cours des 25 dernières années. Elles ont été nombreuses, mais j'aimerais vous féliciter pour une chose qui s'est produite avant ces 25 ans. En effet, je tiens à souligner qu'à mon avis, ce sont les artistes du Nunavut qui, à de nombreux égards, sont des chefs de file dans les arts canadiens, et les coopératives qu'ils ont établies à Cape Dorset sont une source d'inspiration. Votre peuple et vos artistes ont inspiré les artistes du sud du pays. Veuillez donc accepter le défi de ce leadership, car il est reconnu à l'échelle mondiale. Je vous en félicite.

Cela dit, je suis manifestement très préoccupée, comme un grand nombre d'entre nous, par les enjeux liés à la santé, aux conditions de vie et à l'accès à l'éducation. J'aimerais avoir votre avis sur les résultats de l'adoption de la formule par habitant dans le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et dans le transfert de services de santé. Quel effet cela a-t-il eu au Nunavut?

[*Traduction de l'interprétation*]

M. Quassa : C'est une très bonne question. Je vais tenter d'y répondre.

When we look at per capita basis and look at our population, we are small in number. We are few, as I have said, but we have changed the map of Canada. We are too few in numbers, with a huge land mass. Per capita does not work for us because we are few in numbers.

[*English*]

Again, the per capita does not work very well in our territory. As I said, our population is very small. I believe our population can fill a sports arena down South, the whole population of Nunavut.

As you know, the cost of living is very high. I think this is something that doesn't really fit into the way we live up there because the cost of living is so high. We rely on air for transportation. As I said earlier in my statement, there are no roads connecting to Nunavut whatsoever. Certainly this plays a very major role for us. For a good many years since Nunavut was created, we have indicated to the federal government that a per capita basis doesn't work for us.

Senator Bovey: Thank you for answering that.

I want to move to another area that you didn't mention — tourism. I know how greatly intrigued people of many nations are by the North. I wonder if you can talk about the benefit of tourism or the dreams of tourism that you might have, but also the concerns you have with growing tourism and particularly the cruise ships now coming into the North. I'd welcome your perceptions on the good and the difficult.

Mr. Quassa: Well, tourism is something we're constantly pushing for because, again, it benefits our communities. It benefits the smaller communities, especially around the Northwest Passage area.

We were in Pond Inlet earlier last week, and we did hear from the people about cruise ships coming in. They had about 18 or 19 or even more cruise ships passing through Pond Inlet. One of the concerns they raised, of course, was the cruise ships going into fjords where their hunting grounds are, and this has affected some of their hunting grounds.

But, overall, tourism is something we push for, especially now. I guess everybody around the world is hearing the Northwest Passage is becoming accessible to cruise ships, but I believe we need to have much more say in where the cruise ships go, which areas they should be passing and at what time of the

Lorsque nous examinons la formule par habitant et notre population, nous constatons que notre population n'est pas très nombreuse. Comme je l'ai dit, nous sommes peu nombreux, mais nous avons changé la carte du Canada. Notre nombre est trop petit, et nous sommes sur une énorme masse terrestre. Il s'ensuit que la formule par habitant ne fonctionne pas pour nous, car nous sommes trop peu nombreux.

[*Traduction*]

Encore une fois, la formule par habitant ne fonctionne pas très bien sur notre territoire. Comme je l'ai dit, notre population est très petite. Je crois que notre population, c'est-à-dire toute la population du Nunavut, pourrait remplir un centre sportif dans le Sud.

Comme vous le savez, le coût de la vie est très élevé. Je crois que cette formule ne fonctionne pas avec notre mode de vie, car le coût de la vie est tellement élevé. En effet, nous devons utiliser le transport par avion. Comme je l'ai dit plus tôt dans mon exposé, aucune route ne relie le Nunavut à d'autres régions. C'est certainement un aspect très important pour nous. Depuis la création du Nunavut, il y a de nombreuses années, nous indiquons au gouvernement fédéral qu'une formule par habitant ne fonctionne pas dans notre cas.

La sénatrice Bovey : Je vous remercie d'avoir répondu à ma question.

J'aimerais aborder un autre sujet que vous n'avez pas mentionné, à savoir le tourisme. Je sais à quel point les gens de nombreux pays sont intrigués par le Nord. J'aimerais que vous nous parliez des avantages du tourisme ou de vos rêves liés au tourisme, mais également des préoccupations liées à la croissance de l'industrie touristique, surtout en ce qui concerne les navires de croisière qui visitent maintenant le Nord. J'aimerais avoir votre avis sur les bienfaits et les difficultés de cette situation.

M. Quassa : Eh bien, nous encourageons constamment le tourisme, car cette industrie a des retombées positives sur nos collectivités. Le tourisme apporte des avantages aux petites collectivités, surtout dans la région du passage du Nord-Ouest.

Nous étions à Pond Inlet plus tôt la semaine dernière, et les habitants nous ont parlé des navires de croisière qui passent par là. Environ 18 ou 19 navires de croisière, ou même plus, sont passés par Pond Inlet. Manifestement, les gens sont préoccupés par le fait que ces navires de croisière entrent dans les fjords dans lesquels ils pratiquent la chasse, car cela a des répercussions sur cette activité.

Mais en général, nous encourageons le tourisme, surtout en ce moment. J'imagine qu'on sait, partout dans le monde, que le passage du Nord-Ouest est en train de devenir accessible aux navires de croisière, mais je crois que nous devons avoir notre mot à dire sur les endroits où se rendent ces navires, sur les

year. Inuit are still very much reliant on marine mammals. I believe that's so very important to take into consideration.

There are no real policies or regulations regulating that area because it's a very — what's the word? I don't know.

[*Interpretation*]

To repeat, our water is very precious to us. We do not want to see damage because of the wildlife we rely on.

The route is also very important. Within the last week, the Inuit public institutions of government, under the Nunavut Land Claims Agreement, created the Nunavut Marine Council. It will be tasked to look at regulations.

The Nunavut Marine Council will go about setting regulations and policies regarding our marine life. The smaller communities have many concerns about where the traffic is. I'll leave it at that.

[English]

Senator Neufeld: Thank you very much, premier, for your presentation. It's very interesting.

I want to ask for an example. If a highway was to connect Iqaluit, where would that highway come from? Do you have an idea of how far that is? What actual benefit would that bring to the community of Iqaluit?

Maybe just lay that out a little more for me so I understand. If you had a highway, where would it come from? How far would it be? And what benefit would that be to the community of Iqaluit or the people in that community and near to it?

Mr. Quassa: Well, Iqaluit being on Baffin Island, I don't think it would necessarily connect to the southern jurisdictions of Canada. It would only mainly connect to outlying communities within the Baffin region.

As I said, it's on Baffin Island. I believe it is the fifth-largest island in the world. We can also not connect to the mainland unless we build bridges similar to the one from P.E.I. to the mainland. That would be the only way we could connect from Baffin Island to the mainland.

If we had a highway even just within Baffin Island, it would connect the outlying communities. There are 11 other communities within the Baffin region or Baffin Island, and those would be able to connect if we had highways. That in itself would probably help out in terms of trading country foods specifically. That would probably be the only benefit, I believe,

régions qu'ils peuvent traverser et sur la période de l'année. En effet, les Inuits dépendent encore beaucoup des mammifères marins. Je crois donc que c'est très important d'en tenir compte.

Aucune politique ou règlement concret ne régit cette région, car elle est très… quel est le mot approprié? Je ne sais pas.

[*Traduction de l'interprétation*]

Je le répète, notre eau est très précieuse. Nous ne voulons pas qu'elle soit compromise pour les animaux sauvages dont nous dépendons.

La route est également très importante. Au cours de la semaine dernière, les institutions publiques inuites du gouvernement, dans le cadre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, ont créé le Conseil du milieu marin du Nunavut. Cet organisme se penchera sur la réglementation.

Le Conseil du milieu marin du Nunavut élaborera des politiques et des règlements relatifs à la vie marine. Les petites collectivités ont de nombreuses préoccupations liées au trafic maritime. Je n'en dirai pas plus.

[*Traduction*]

Le sénateur Neufeld : Monsieur le premier ministre, je vous remercie beaucoup de votre exposé. Il était très intéressant.

J'aimerais que vous me donniez un exemple. Si une route était reliée à Iqaluit, d'où viendrait-elle? Avez-vous une idée de la distance? Quels avantages cette route apporterait-elle à la collectivité d'Iqaluit?

J'aimerais que vous m'expliquiez la situation un peu plus en détail, afin que je la comprenne mieux. Si vous aviez une route, d'où viendrait-elle? Quelle distance couvrirait-elle? Et quelles seraient les retombées pour la collectivité d'Iqaluit ou la population des environs?

M. Quassa : Eh bien, étant donné qu'Iqaluit est sur l'île de Baffin, je ne crois pas que cette route relierait nécessairement la ville aux provinces du sud du Canada. Il s'agirait surtout de relier les collectivités dans la région de Baffin.

Comme je l'ai dit, la ville est sur l'île de Baffin. Je crois que c'est la cinquième plus grande île du monde. De plus, nous ne pouvons pas relier la ville à la terre ferme, à moins de bâtir un pont similaire à celui qui relie l'Île-du-Prince-Édouard à la terre ferme. Ce serait la seule façon de relier l'île de Baffin à la terre ferme.

Si nous avions une route seulement sur l'île de Baffin, elle permettrait de relier les collectivités entre elles. En effet, il y a 11 autres collectivités dans la région de Baffin ou sur l'île de Baffin, et ces collectivités pourraient être reliées entre elles si nous avions des routes. Cela faciliterait probablement surtout le commerce des aliments prélevés dans la nature. Je crois que ce

if we had a highway from Iqaluit connecting to the other smaller communities, the outlying communities on Baffin Island.

Senator Neufeld: So it would be of a benefit to those communities to be connected to Iqaluit year round?

Mr. Quassa: Yes.

Senator Neufeld: Second, you mentioned fibre optics. That's cable. Where would it come from to connect to communities on Baffin Island? How do you connect to fibre optics up there?

Mr. Quassa: There have been quite a few talks about where it could come from. There have been talks about coming in, let's say, from northern Quebec to Baffin Island, probably to Iqaluit and to the outlying communities.

There has been talk of connecting from the west through communities that are outside of Baffin Island. That's another route.

Another is the thought of coming in from Greenland over to Baffin Island.

I think any of those options are viable, but of course the cost is quite large. We are still hopeful that fibre optics — as I said earlier, we rely only on satellite, and it's not dependable compared to fibre optics. Certainly this is something we would want to see.

Senator Neufeld: With regard to cruise ships, I think one of your answers was they go places that actually have affected your food source.

Who manages that? I guess nobody manages it now. Can cruise ships just go in there wherever they want? Is that what I understand?

You also said a group has been formed that will bring some recommendations about regulations and policies, which is great. I think that's super, especially with the knowledge that you people have. I guess there will also be a recommendation of how that will be enforced. It's fine to have regulations and policies, but if there's nothing to enforce it, the cruise ships can still just go wherever they feel like. Would that be true? We'd need a lot more Coast Guard vessels, something like that, or the military to make sure they stay on track. Would that be something you would think about?

serait probablement le seul avantage d'une route qui relierait Iqaluit aux autres petites collectivités, c'est-à-dire les collectivités environnantes sur l'île de Baffin.

Le sénateur Neufeld : Il serait donc avantageux pour ces collectivités d'être reliées à Iqaluit à l'année?

M. Quassa : Oui.

Le sénateur Neufeld : Deuxièmement, vous avez mentionné les fibres optiques. Elles sont dans un câble. D'où viendrait ce câble pour relier les collectivités de l'île de Baffin? Comment peut-on se connecter aux fibres optiques là-bas?

M. Quassa : On a beaucoup parlé de l'endroit d'où ce câble pourrait provenir. On a dit qu'il pourrait, par exemple, partir du nord du Québec et se rendre jusqu'à l'île de Baffin, probablement à Iqaluit et aux collectivités environnantes.

On a aussi parlé d'établir une connexion à partir de l'Ouest par l'entremise des collectivités situées à l'extérieur de l'île de Baffin. C'est une autre possibilité.

On a aussi pensé à le faire venir du Groenland jusqu'à l'île de Baffin.

Je crois que toutes ces options sont réalisables, mais manifestement, leur coût est très élevé. Nous espérons toujours que les fibres optiques — comme je l'ai dit plus tôt, nous utilisons seulement une connexion par satellite, et elle n'est pas aussi fiable que la connexion par fibres optiques. C'est certainement quelque chose que nous aimerions obtenir.

Le sénateur Neufeld : En ce qui concerne les navires de croisière, je crois que l'une de vos réponses soulignait que ces navires se rendaient dans des endroits où ils avaient des répercussions sur vos sources de nourriture.

Qui gère cette situation? Je présume que personne ne s'en occupe en ce moment. Les navires de croisière peuvent-ils tout simplement aller partout où ils le souhaitent? Est-ce ce que je dois comprendre?

Vous avez également dit qu'un groupe avait été formé pour formuler des recommandations sur des règlements et des politiques, ce qui est fantastique. Je crois que c'est une excellente chose, surtout en raison des connaissances de votre peuple. Je présume qu'on formulera également une recommandation sur la façon de les mettre en œuvre. En effet, c'est très bien d'avoir des règlements et des politiques, mais si on n'a aucun moyen de les faire appliquer, les navires de croisière pourront continuer de se rendre partout où ils le désirent. Est-ce exact? Il nous faudrait un plus grand nombre de navires de la Garde côtière ou même l'armée pour veiller à ce que les navires de croisière suivent le bon chemin. Est-ce quelque chose que vous pourriez envisager?

Mr. Quassa: Yes. As I was saying just last week, the public government institutions such as the Nunavut Planning Commission, the Nunavut Impact Review Board, Nunavut Water Board, are going forward, and there is now the Nunavut Marine Council. I certainly hope the Nunavut Marine Council will play a bigger role regarding the seas that we occupy.

The Coast Guard is something that we are looking forward to. As I understand, new ships are being built to specifically go into our area. I hope that would be the case.

As I said earlier, Inuit are very much marine people. They harvest marine mammals anywhere around that area and cruise ships are also travelling throughout that area. Certainly we have seen some effects. And it's not just cruise ships; mining companies are getting their ships in and out, especially in the Baffin region with the iron ore that's being shipped at least three, four months of the year. Again, where they go impacts marine life.

We look forward to the Coast Guard having more impact on those cruise ships.

The Deputy Chair: Premier, with reference to highways and following up on Senator Neufeld's question, there is a proposal you spoke about at the Northern Lights Conferencein Ottawa within the last couple of weeks to build a road which would go to the Arctic coast in the Kitikmeot region and might eventually connect with the present ice road to the diamond mines from the Northwest Territories that Premier McLeod mentioned. Could you talk about that road project and what it can do for Nunavut's economy?

[*Interpretation*]

Mr. Quassa: To this day, we have a mandate and a vision. We are working on those, and I can tell you that when it comes to Nunavut, any progress that is going to make our lives easier is welcome. We look at the positive effects on the Nunavut people, the highway, for instance. If there's a road from Southern Canada going up to Nunavut, which we have not seen yet, it would be the most beneficial cost-wise for us to have a highway from the South to the North because of the markets and the goods.

[*English*]

Senator Galvez: Thank you very much for your very touching presentation.

I was sitting here reflecting on my emotions and feelings with respect to the development of the North. On one side, I feel there is this need to bring education and health and a better quality of life. On the other hand, from your speech I felt very sad when

M. Quassa : Oui. Comme je le disais la semaine dernière seulement, les institutions gouvernementales comme la Commission d'aménagement du Nunavut, la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions et l'Office des eaux du Nunavut vont de l'avant. Le Conseil du milieu marin du Nunavut s'est joint à eux également. J'espère que le Conseil du milieu marin du Nunavut jouera un plus grand rôle en ce qui a trait à notre occupation des eaux.

La Garde côtière nous aidera également. Selon ce que je comprends, elle construit de nouveaux bateaux conçus pour naviguer dans notre zone. C'est ce que j'espère.

Comme je l'ai dit plus tôt, les Inuits exploitent les milieux marins. Ils chassent les mammifères marins partout dans cette zone où passent aussi les navires de croisière. Cela entraîne certaines conséquences. Ce ne sont pas seulement les navires de croisière. Les navires des sociétés minières passent par là également, surtout dans la région de Baffin, où l'on transporte le minerai de fer au moins trois ou quatre mois par année. Encore une fois, ces déplacements ont une incidence sur la vie marine.

Nous avons hâte que la Garde côtière exerce un contrôle accru sur ces navires de croisière.

Le vice-président : Monsieur le premier ministre, en ce qui a trait aux autoroutes, et pour faire suite à la question du sénateur Neufeld, vous avez parlé, lors de la Conférence Aurores Boréales qui s'est tenue à Ottawa il y a quelques semaines, d'une proposition visant à construire une route qui se rendrait jusqu'à la côte arctique dans la région de Kitikmeot et qui pourrait rejoindre la route de glace actuelle qui mène vers les mines de diamant des Territoires du Nord-Ouest dont a parlé le premier ministre McLeod. Pourriez-vous nous parler de ce projet routier et nous dire ce qu'il pourrait faire pour l'économie du Nunavut?

[*Traduction de l'interprétation*]

M. Quassa : À ce jour, nous avons un mandat et une vision. Nous y travaillons et je peux vous dire qu'au Nunavut, nous accueillons favorablement tous les progrès qui peuvent nous faciliter la vie. Pensons par exemple aux effets positifs de la construction d'une autoroute pour la population du Nunavut. Si une route reliait le sud du Canada au Nunavut — ce qui n'existe pas pour le moment —, ce serait avantageux pour nous sur le plan économique en raison des possibilités associées aux marchés et aux biens.

[*Traduction*]

La sénatrice Galvez : Nous vous remercions pour votre présentation très touchante.

Je réfléchissais à mes émotions et à mes sentiments associés au développement dans le Nord. D'une part, je crois qu'il faut favoriser l'éducation, la santé et une meilleure qualité de vie.

you talked about losing your identity and losing your language and losing part of your culture.

I want you to help me reflect on how much development is good for the North in order for you to keep your culture alive and healthy. Who should be putting limits on growth and the quality of this growth that southerners are ready to bring to the North?

Mr. Quassa: We recently had various meetings with mining companies and so forth. I always say we're open for business. I believe sustainable development is so vitally important. We do support development as long as it's sustainable.

We're very fortunate under the Nunavut agreement that we have these important institutions of public government. They are there to oversee how development is going to take place in our territory. We fully rely on their good decisions.

As a government, we support those institutions because they are there to ensure that developments are taking place in the appropriate way, as it should, respecting the culture, the people, the wildlife that we hunt and rely on. I believe those institutions can do a very good job.

Right now, as you know, we're still negotiating devolution and trying to get more powers to ensure that as a government we can play a stronger role in how developments take place within our territory. If we look at the whole territory of Nunavut, 20 per cent of the land is owned by Inuit. These are called Inuit-owned lands. Most of the developments are now taking place on those lands. The other 80 per cent of the territory is still controlled by the federal government because we don't have the devolution. We still don't have devolution — a devolution which will give us an opportunity to have control over 80 per cent of the land.

I think it's very important for the devolution process to come in because, again, we know what is needed, and we know the importance of ensuring that we have sustainable development. In this government, we now have a minister responsible for both economic development and environment in one ministry. That tells it all. We believe in sustainable development.

Senator Galvez: Thank you very much.

Senator Coyle: Thank you so much for being with us today, premier and minister. It's lovely to have you.

I won't pretend I know very much about Nunavut, although I have visited several times, not the Baffin Island area but the Baker Lake area, the home of Super Shamou and others. I'm sure

D'autre part, j'ai été très triste de vous entendre parler de la perte de votre identité, de votre langue et d'une partie de votre culture.

J'aimerais que vous m'aidiez à réfléchir sur les développements qui sont bons pour le nord et qui vous permettraient de préserver votre culture. Qui devrait fixer les limites et contrôler la qualité de la croissance que les gens du Sud veulent développer dans le Nord?

M. Quassa : Récemment, nous avons tenu plusieurs réunions avec les sociétés minières et d'autres. Je dis toujours que nous sommes ouverts aux affaires. Je crois que le développement durable est essentiel. Nous appuyons le développement, pourvu qu'il soit durable.

Nous sommes très chanceux d'avoir ces importantes institutions gouvernementales en vertu de l'accord du Nunavut. Elles supervisent les développements qui s'opèrent sur notre territoire. Nous avons entièrement confiance en leur jugement.

En tant que gouvernement, nous appuyons ces institutions parce qu'elles veillent à ce que les développements soient appropriés et à ce qu'ils respectent la culture et les gens, et aussi les animaux sauvages que nous chassons et dont nous avons besoin. Je crois que ces institutions peuvent faire un excellent travail à cet égard.

Comme vous le savez, nous sommes toujours en train de négocier le transfert de responsabilités et nous tentons d'obtenir plus de pouvoirs afin de jouer un plus grand rôle dans la façon dont s'opèrent les développements sur notre territoire. Sur l'ensemble du territoire du Nunavut, 20 p. 100 des terres appartiennent aux Inuits. La plupart des développements se font sur ces terres. Les 80 p. 100 restants sont toujours sous le contrôle du gouvernement fédéral parce qu'il n'y a pas eu transfert des responsabilités. Ce transfert nous permettra d'exercer un contrôle sur plus de 80 p. 100 du territoire.

Je crois que le processus de transfert des responsabilités est très important parce que nous connaissons nos besoins et que nous reconnaissons l'importance du développement durable. À l'heure actuelle, nous avons une ministre responsable à la fois du développement économique et de l'environnement, dans un seul ministère. Cela veut tout dire. Nous misons sur le développement durable.

La sénatrice Galvez : Merci beaucoup.

La sénatrice Coyle : Nous vous remercions d'être ici aujourd'hui, monsieur le premier ministre et ministre. Nous sommes heureux de vous recevoir.

Je ne ferai pas semblant de bien connaître le Nunavut, même si j'y suis allée à plusieurs reprises. Je ne suis pas allée dans la région de l'île de Baffin, mais plutôt dans la région de Baker Lake, terre d'origine de Super Shamou et d'autres. Je suis

you know him. Some very remarkable leaders have come out of the communities in Nunavut.

I want to congratulate you. It was wonderful to hear your own background as being a signatory to the Nunavut agreement. Now, as you say, 25 years later, you are at the table as the leader in the design of the new mandate. Of course, we all look forward to seeing what it is you're aiming for. That will be very much of interest to us, and it's you doing the aiming. That's wonderful.

Like Senator Bovey, I'm also a big fan of arts and culture from your area and see those — just as your people are, because they are expressions of your people — as tremendous assets of our Arctic region. In the fall, I hosted some throat singers from Nunavut, Kathleen from Rankin Inlet, and Charlotte, who is now living here in Ottawa. They billeted at my house while they were in our town in Nova Scotia. I see great potential in these young performers from your area. I see all kinds of opportunities. They are now becoming world famous and I think that's a wonderful thing.

My question has two parts and it relates to education. The reason I was in Baker Lake is my son-in-law worked for you and he was responsible in the energy company, Kivalliq Energy. He was working on this very important project of your government to bring Inuit people — and you spoke of it yourself — into those positions of employment in the government, first and foremost, in the private sector also. That's a really important mandate. I know it's a long-term generational thing.

I would like to hear what you think the progress has been with that effort to bring Inuit people in. I'm sure you're not going to want to replace all of the southerners, but we know that so many of these line positions in government and other sectors are filled by southerners.

How is that going, from your perspective? What further needs to be done there?

The second question that has come up here at our table is about a university. I know people from Agnico Eagle, and they've been talking with you about a university of the Arctic. I'm sure you have your own ideas around that. I'm curious about what's happening with that as well.

Mr. Quassa: It's a very good question. There is a very successful program down here in Ottawa, in fact, called Nunavut Sivuniksavut, which means "Nunavut, our future." We have seen a lot of these youth participants from Nunavut Sivuniksavut coming back to Nunavut. In fact, we do have a minister, who is now a minister of education, who took the Nunavut Sivuniksavut program. We have deputy ministers now that took the Nunavut Sivuniksavut program. The success of that program is so relevant. We see it every day.

certaine que vous le connaissez. Le Nunavut a donné naissance à plusieurs leaders remarquables.

Je tiens à vous féliciter. J'ai beaucoup aimé vous entendre parler de votre propre parcours à titre de signataire de l'accord du Nunavut. Comme vous le dites, vous êtes ici aujourd'hui, 25 ans plus tard, à titre de leader pour la création d'un nouveau mandat. Bien sûr, nous avons tous hâte de savoir quels seront vos objectifs. Cela nous intéresse beaucoup et c'est vous qui avez cette responsabilité. C'est extraordinaire.

Tout comme la sénatrice Bovey, j'aime moi aussi beaucoup les arts et la culture de votre région. Ce sont, tout comme votre peuple — puisque l'art est l'expression du peuple — d'incroyables atouts pour la région arctique. L'automne dernier, j'ai accueilli deux chanteuses de gorge du Nunavut : Kathleen, de Rankin Inlet, et Charlotte, qui vit maintenant ici, à Ottawa. Elles ont logé chez moi pendant leur séjour dans notre ville de la Nouvelle-Écosse. Je vois un grand potentiel dans ces jeunes artistes de votre région. Toutes sortes de possibilités s'offriront à elles. Elles sont maintenant connues à l'échelle mondiale; c'est merveilleux.

Ma question comporte deux volets et a trait à l'éducation. Je suis allée à Baker Lake parce que mon gendre travaillait pour vous, pour l'entreprise énergétique Kivalliq Energy. Il travaillait à un projet très important du gouvernement visant à favoriser l'embauche des Inuits — et vous en avez parlé plus tôt —, d'abord et avant tout pour des postes au gouvernement, mais aussi dans le secteur privé. C'est un mandat très important. Je sais qu'il s'agit d'un enjeu générationnel, à long terme.

J'aimerais avoir votre opinion au sujet des progrès réalisés en vue d'accroître le nombre d'Inuits qui occupent ces postes. Je suis certaine que vous ne voudrez pas remplacer tous les gens qui viennent du sud, mais nous savons que bon nombre de ces postes de première ligne du gouvernement et d'autres secteurs sont occupés par des habitants du sud.

Comment cela se passe-t-il, à votre avis? Quelles autres mesures faudrait-il prendre?

La deuxième question qui a été soulevée à notre table a trait à une université. Je connais des représentants d'Agnico Eagle; je sais qu'ils discutent avec vous de la possibilité d'établir une université de l'Arctique. Je suis certaine que vous avez des idées à ce sujet. J'aimerais savoir où vous en êtes avec cela également.

M. Quassa : C'est une très bonne question. En fait, on offre un excellent programme ici à Ottawa, qui s'appelle Nunavut Sivuniksavut, ce qui signifie « Nunavut, notre avenir ». De nombreux participants au programme Nunavut Sivuniksavut sont revenus au Nunavut. En fait, notre ministre de l'Éducation a suivi ce programme, tout comme certains sous-ministres. C'est un programme très pertinent. Nous en ressentons les effets tous les jours.

As I said earlier, as a government we now have obligations under the Nunavut agreement. In our government, there has to be a representative level of the majority of the population, which is Inuit. This is something we're working towards.

We have Inuit employment plans. If you don't mind, I would like to get our associate deputy minister to elaborate on this very important task of ensuring we can get more Inuit within the workforce.

Virginia Mearns, Associate Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs, Government of Nunavut: Thank you.

A big part of my responsibility within the Government of Nunavut is overseeing the implementation of article 23 of the Nunavut agreement. A lot of that work includes the measures in which we set out our Inuit employment planning, from both a government-wide perspective but also by individual departments and agencies of the Government of Nunavut.

This is an ongoing task and will be required as long as the territory is around, essentially, to ensure that we do have a representative level within our administration to better serve our public.

With the majority of our population being Inuit, the concern right now is that they are not currently reflected within our public administration. So we're instituting measures within our administration to ensure that education and training opportunities are made available to Inuit employees to build up their educational attainment while working, or build up their work experience to take on more responsibilities.

In addition, we work with the Government of Canada, as well as Nunavut Tunngavik, to determine the best way in which we can set out what we deem to be pre-employment training plans. We look at our labour supply and what they currently have and meet them where they're at. At the same time, we want to ensure we have effective recruitment measures that will attract those from the labour supply into the administration so they become indeterminate employees.

A lot of that does require more education. A lot of those who are ready to come into the work force we would deem to be mature students, not in the traditional context that you would identify someone as a mature student in southern Canada. They would be a mature student in attaining their high school diploma. It is the first step. From there, we would continue the educational pathway for those individuals.

So this is a lot of work that is very important to the Government of Nunavut and is crucial. Continual investment by both the territorial government as well as the Government of Canada is going to be necessary not just for the short term but for long-term investments.

Comme je l'ai dit plus tôt, notre gouvernement a maintenant des obligations en vertu de l'accord du Nunavut. Il faut que le gouvernement soit représentatif de la population majoritaire, les Inuits. Nous y travaillons.

Nous avons des plans d'embauche des Inuits. Si vous me le permettez, je laisserais notre sous-ministre déléguée vous répondre au sujet de cette tâche très importante visant à accroître le nombre d'Inuits au sein de l'effectif.

Virginia Mearns, sous-ministre déléguée, Affaires intergouvernementales et exécutives, gouvernement du Nunavut : Merci.

Une grande partie de mon travail au sein du gouvernement du Nunavut vise à superviser la mise en œuvre de l'article 23 de l'accord du Nunavut. Je travaille surtout à établir les mesures de notre planification de l'embauche des Inuits, tant à l'échelle pangouvernementale qu'au sein de chacun des ministères et organismes du gouvernement du Nunavut.

Il s'agit d'une tâche permanente, qui sera requise aussi longtemps que le territoire existera, afin de veiller à atteindre un niveau représentatif au sein de notre administration pour mieux servir la population.

Ce qui nous préoccupe pour le moment, c'est que la majorité de la population est inuite, mais que cette majorité ne se reflète pas dans notre administration publique. Nous mettons donc en place des mesures pour veiller à offrir des possibilités d'éducation et de formation aux employés inuits, afin qu'ils obtiennent un niveau de scolarité supérieur tout en travaillant ou qu'ils bâtissent leur expérience de travail dans le but d'assumer plus de responsabilités.

De plus, nous travaillons avec le gouvernement du Canada et Nunavut Tunngavik afin de déterminer la meilleure façon d'établir ce que nous appelons les plans de formation avant l'embauche. Nous tenons compte des besoins et de l'offre de main-d'œuvre, en vue de les combler. En même temps, nous voulons avoir en place des mesures de recrutement efficaces qui inciteront les gens à intégrer l'administration pour devenir des employés nommés pour une période indéterminée.

Pour cela, il faut plus d'éducation. Bon nombre des personnes qui sont prêtes à intégrer notre effectif seraient considérées à titre d'étudiants adultes, mais pas selon le contexte traditionnel du sud du Canada. Ce serait des étudiants adultes qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires. C'est la première étape. À partir de là, ils pourraient poursuivre leur parcours pédagogique.

C'est donc un travail imposant et très important, voire essentiel, pour le gouvernement du Nunavut. Il faudra que le gouvernement territorial et le gouvernement du Canada investissent de manière continue, non pas seulement à court terme, mais aussi à long terme.

Mr. Quassa: About the university, I just want to say that we now have a joint team from our Department of Education, Nunavut Arctic College and Nunavut Tunngavik Incorporated. They are working together to lay the groundwork for a joint venture partnership option we have chosen. At the beginning of the new year, a selection committee comprised of representatives from Arctic College, our Nunavut Department of Education and NTI conducted interviews in Iqaluit with a short list of universities. I can say that we have a short list of universities: the University of Regina, the First Nations University, McGill University, Memorial University, Dalhousie University, the University of P.E.I. and Carleton University.

So we're looking at various options and how we can partner with existing southern universities. This is where we are right now. I'm looking forward to it.

Senator Oh: Premier, it's very nice to see you here to tell us more about the North.

I'm sure you're working hard to attract economic growth, and tourism is probably the fastest and the quickest result. Besides domestic investment from Canada, how do you promote international investors coming to Inuvik? What countries around the world are most interested in investing in your area?

[*Interpretation*]

Mr. Quassa: We welcome newcomers, especially when they come to smaller towns, because it's a new initiative. The tourists who travel on cruise ships were never planned by us. We need to plan on how they ought to be managed and monitored, and which route they ought to travel so as not to harm the wildlife, our livelihood or historical sites.

Cruise ships are pretty well on their own, wherever they come from. They travel the Northwest Passage. It's a new initiative that we've had for a few years now, a few summers. But the Nunavut Marine Council, I am sure, will have its workload. They will look at the matter of cruise ships travelling the Northwest Passage and our waters.

[*English*]

Senator Oh: Besides the cruise ships, I know the world is interested and they all want to know what's up there. You have the beautiful Northern Lights. This is probably a big thing for land visitors, not just cruise ships coming in.

M. Quassa : En ce qui a trait à l'université, je voulais simplement dire que nous avons mis sur pied une équipe mixte composée de représentants de notre ministère de l'Éducation, du Collège de l'Arctique du Nunavut et de Nunavut Tunngavik Incorporated. Ils travaillent ensemble à jeter les bases d'un partenariat de coentreprise que nous avons choisi. Au début de l'année, un comité de sélection composé de représentants du Collège de l'Arctique du Nunavut, du ministère de l'Éducation et de NTI a réalisé des entrevues avec quelques universités, à Iqaluit. Nous avons une courte liste d'universités : l'Université de Regina, l'Université des Premières Nations, l'Université McGill, l'Université Memorial, l'Université Dalhousie, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Université Carleton.

Nous étudions donc diverses options et les possibilités de partenariats avec les universités du sud. Voilà où nous en sommes pour le moment. Nous avons hâte d'aller de l'avant.

Le sénateur Oh : Monsieur le premier ministre, nous sommes heureux de vous entendre et d'en apprendre plus sur le nord.

Je suis certain que vous travaillez fort pour favoriser la croissance économique et que le tourisme entraîne probablement les résultats les plus rapides. Mis à part l'investissement du Canada, comment arrivez-vous à attirer les investisseurs internationaux à Inuvik? Quels sont les pays étrangers les plus intéressés par votre région?

[*Traduction de l'interprétation*]

M. Quassa : Nous accueillons les nouveaux venus, surtout lorsqu'ils arrivent dans les petites villes, puisqu'il s'agit d'une nouvelle initiative. Pour ce qui est des touristes sur les navires de croisière, nous n'avons jamais planifié quoi que ce soit à cet égard. Il faut prévoir la façon de les gérer et de les surveiller, et désigner les voies qu'ils peuvent utiliser afin de veiller à ce qu'ils ne nuisent pas à la faune, à nos moyens de subsistance ou à nos sites historiques.

Les navires de croisière sont assez libres, peu importe leur provenance. Ils utilisent le passage du Nord-Ouest. C'est une nouvelle initiative, en place depuis quelques années maintenant; depuis quelques étés. Mais je suis certain que le Conseil du milieu marin du Nunavut fera son travail. Il se penchera sur la question des navires de croisière qui utilisent le passage du Nord-Ouest et qui naviguent sur nos eaux.

[*Traduction*]

Le sénateur Oh : Mis à part les navires de croisière, je sais que le monde s'intéresse à votre région et souhaite l'explorer. Vous avez les aurores boréales, qui sont merveilleuses. C'est probablement un attrait touristique très important pour les visiteurs terrestres et non seulement pour les navires de croisière.

Mr. Quassa: You are certainly right that we do have beautiful Northern Lights, maybe even more beautiful than in Yellowknife. I don't know.

We're very much open to any type of tourism. I believe ecotourism is another good type of tourism we could certainly see more of. As I said, we do have a lot of wildlife and marine mammals. In fact, we're getting more orcas coming up to our territory. Maybe they are from British Columbia; I don't know. But we're seeing a lot more of that. I believe ecotourism would be a very good area to explore.

Certainly, we're very open to any type of tourism, because you're right that our territory is beautiful. It is a unique territory.

Senator Oh: When I came to Baffin Island the first time, I collected a piece of art called *Polar Bears at Baffin Island* by Robert Bateman.

Thank you.

The Deputy Chair: Premier, I would like to ask you about the Inuktitut language and your reference to the loss of language and identity. You referred to the social problems that are too painful to discuss sometimes in Nunavut.

The federal government has promised initiatives to support Aboriginal languages in Canada. Can you tell us what strengthening the Inuktitut language would do for individuals in Nunavut?

Mr. Quassa: Within the government, we have eight guiding principles to ensure that Inuk society values and language are very much part of our territory. It's like the guiding principles of how we operate our government. That's where it starts.

The other guiding principle, of course, is something that we constantly say: It has to start at home. It's vitally important the parents have it start at home.

It starts certainly through our education process. As you know, our education system is bilingual education, Inuktitut and English. This is something that we're constantly trying to improve.

One of the areas in our territory, Inuit Nunangat, that ITC is looking at standardizing is our writing system. This will improve the strength of our language.

I see so many young people now, especially in our western territory, who are regaining their language. I see how proud they are. When one regains their original language, there is pride. It makes one proud to be an Inuk.

M. Quassa : Vous avez tout à fait raison : nos aurores boréales sont magnifiques; elles sont peut-être encore plus belles que celles de Yellowknife. Je ne sais pas.

Nous sommes très ouverts à toutes les formes de tourisme. Je crois que l'écotourisme est une très belle initiative; nous aimerions en voir plus. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons de nombreux animaux sauvages et mammifères marins. En fait, de plus en plus d'épaulards viennent dans notre territoire. Ils arrivent peut-être de la Colombie-Britannique — je ne le sais pas —, mais il y en a beaucoup plus. Je crois qu'il faudrait songer à accroître l'écotourisme.

Nous sommes ouverts à tous les types de tourisme, c'est certain. Vous avez raison : nous avons un territoire magnifique; il est unique.

Le sénateur Oh : Lorsque j'ai visité l'île de Baffin pour la première fois, j'ai acheté une œuvre d'art de Robert Bateman, dont le titre est *Polar Bears at Baffin Island*.

Merci.

Le vice-président : Monsieur le premier ministre, j'aimerais vous poser une question au sujet de l'inuktitut et de la perte de langage et d'identité dont vous avez parlé. Vous avez fait référence aux problèmes sociaux qui sont parfois trop douloureux pour en parler au Nunavut.

Le gouvernement fédéral a promis des initiatives pour appuyer les langues autochtones au Canada. Pouvez-vous nous dire comment l'inuktitut peut aider les gens du Nunavut?

M. Quassa : Notre gouvernement a établi huit principes directeurs pour veiller à ce que les valeurs et la langue inuites fassent partie intégrante de notre territoire. Ce sont les principes qui orientent notre façon de gérer le gouvernement. C'est notre point de départ.

Un autre principe important, et que nous répétons toujours, c'est que tout commence à la maison. Il est essentiel que les parents inculquent ces valeurs à la maison.

Cela passe évidemment par notre processus d'éducation. Comme vous le savez, nous avons un système d'éducation bilingue : nous enseignons en inuktitut et en anglais. Nous voulons toujours nous améliorer à cet égard.

Dans la région de l'Inuit Nunangat, ITC souhaite normaliser notre système d'écriture. Notre langue serait ainsi plus forte.

Je vois tellement de jeunes, surtout dans les territoires à l'ouest, qui se réapproprient leur langue. Je vois leur fierté. Lorsqu'on retrouve sa langue maternelle, on retrouve la fierté d'être Inuit.

Positiveness really helps too. I almost lost my Inuktitut language when I went to a residential school. Gaining it back made me much stronger in wanting to ensure that we regain it.

As you know, our government is a bilingual government, and we have the Inuktitut Language Protection Act. It is enshrined in our territory. Inuktitut is our official language, and all that will really help in ensuring our language is alive and well.

The Deputy Chair: Premier, I thank you for coming here. Having worked with you on the Nunavut Land Claims Agreement, I look forward to working with you through this committee on the challenges you have discussed so eloquently with relation to Nunavut and the Arctic.

[*Interpretation*]

We now have a better understanding of Nunavut. Thank you.

(The committee adjourned)

Le positivisme aide beaucoup également. J'ai presque oublié l'inuktitut lorsque j'étais au pensionnat. Lorsque j'ai retrouvé la langue, je me suis senti plus fort et j'ai voulu veiller à ce que nous la retrouvions tous.

Comme vous le savez, nous avons un gouvernement bilingue, et nous avons la Loi sur la protection de la langue inuite, qui est enchâssée dans notre territoire. L'inuktitut est notre langue officielle et tout cela nous permettra de garder cette langue bien vivante.

Le vice-président : Monsieur le premier ministre, je vous remercie de votre présence ici aujourd'hui. J'ai travaillé avec vous dans le cadre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut et je serai heureux de travailler de nouveau avec vous, par l'entremise de ce comité, afin d'aborder les défis auxquels sont confrontés le Nunavut et l'Arctique, dont vous nous avez parlé avec tant d'éloquence.

[*Traduction de l'interprétation*]

Nous comprenons maintenant mieux le Nunavut. Merci.

(La séance est levée.)

WITNESSES

Government of Northwest Territories:

The Honourable Bob McLeod, Premier of the Northwest Territories (by video conference).

Government of Nunavut:

The Honourable Paul Aarulaaq Quassa, Premier of Nunavut;

Virginia Mearns, Associate Deputy Minister, Executive and Intergovernmental Affairs.

TÉMOINS

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest :

L'honorable Bob McLeod, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest (par vidéoconférence).

Gouvernement du Nunavut :

L'honorable Paul Aarulaaq Quassa, premier ministre du Nunavut;

Virginia Mearns, sous-ministre déléguée, Affaires intergouvernementales et exécutives.